

ALAIN JUPPÉ

DE VOUS À MOI

Le bonheur d'être Français



« Allez, Monsieur Juppé! Faut y aller, surtout ne lâchez rien, on est avec vous! »

J'ai souri à cet inconnu qui venait de m'encourager.

C'était, je crois, à l'automne 2013, à Paris. Je me rappelle qu'il faisait beau ce jour-là, qu'on en oubliait la saison et que l'été s'attardait sur le boulevard Saint-Germain. Je serais incapable aujourd'hui de décrire cet « ami » anonyme, croisé trop rapidement et que je n'ai même pas eu la présence d'esprit de remercier d'un mot.

Mais je me souviens avoir continué à sourire pendant quelques mètres après l'avoir dépassé.

Il m'est arrivé, à d'autres moments de ma vie, de rencontrer davantage d'hostilité dans les yeux des personnes que je croisais. En 1996, c'est un « *Mort au con!* » sonore qui m'avait été adressé dans une rue bordelaise. J'en avais même fait un petit livre à l'époque. Peut-être est-ce ce souvenir qui me fait sourire tout seul, boulevard Saint-Germain, un jour d'automne 2013.

Se faire interpellé plus ou moins amicalement, lorsqu'on a fait le choix de la vie publique, fait partie de la fonction. Si on ne le supporte pas, il vaut mieux renoncer à solliciter les suffrages de ses concitoyens. Il faut apprendre à endurer les

reproches, même les plus injustes, il faut s'attendre à subir les critiques, même les plus blessantes, les insultes parfois. Il faut savoir réagir dignement, quand la main que vous tendez est refusée. On s'endurcit, on se blinde, on se cuirasse, sans jamais accepter totalement, d'ailleurs, cette façon brutale qu'ont certains d'exprimer leurs idées par l'invective. Et puis il y a, de temps en temps, un inconnu qui vous dit au détour d'une rue « *On est avec vous!* », qui vous fait oublier tous les autres et dont l'interpellation vous fait chaud au cœur.

Bien sûr, tout homme politique souhaite susciter, avant tout, l'adhésion intellectuelle à ses valeurs, à ses convictions, à son programme. Il n'empêche : un geste amical, un salut chaleureux touchent infiniment. Contrairement à une idée assez répandue – et qui en particulier l'a longtemps été à mon sujet – les hommes et les femmes politiques ne sont ni des machines, ni des monstres froids. Caligula, empereur romain, pouvait bien déclarer : « Qu'ils me détestent, pourvu qu'ils me craignent! », dans la vie personnelle, comme dans notre République où le peuple est le seul souverain, je ne connais personne qui n'aime pas être aimé.

Pour ma part, ce qui m'importe, ce n'est pas la popularité à tout prix, mais ce lien singulier, fondé sur l'estime et la confiance, que j'ai établi par exemple avec les Bordelais. C'est ce lien si précieux que je veux tisser avec les Français.

A certaines époques de ma vie, je me suis senti bien seul.

Ce fut le cas en 1995-1997, Premier ministre rejeté par l'opinion et que la foule brûlait en effigie après l'avoir encensé.

Ce fut bien sûr le cas en 2004, époque où j'ai traversé une très dure épreuve judiciaire. Les Français l'auraient-ils oublié qu'il se trouverait toujours quelqu'un, adversaire ou « ami » politique, pour le leur rappeler... Au moins savent-ils que mon honnêteté personnelle n'a jamais été en cause et que j'ai incarné,

à mon corps défendant, un système qui n'avait que trop duré.

C'est peut-être aussi parce que j'ai traversé toutes ces épreuves – bien relatives à côté de celles que subissent nombre de nos concitoyens – que je pense pouvoir parler à notre pays, et dire aux Français ce que je crois bon pour la France. Je l'ai fait en 2007, au moment de l'élection présidentielle; je l'ai fait en conscience et en toute franchise entre 2007 et 2010; j'ai continué à le faire quand je suis revenu au gouvernement en 2010, sans que ma liberté de parole se trouve entravée par la nécessaire solidarité gouvernementale.

Je n'ai pas cessé de le faire depuis, en homme libre.

En homme libre, qui reconnaît les avancées, les réussites du quinquennat de Nicolas Sarkozy, mais qui est également conscient des erreurs, des échecs et des renoncements, souvent liés à un certain style d'exercice du pouvoir.

En homme libre, déterminé à contribuer au succès de sa famille politique, mais qui n'entend pas acquiescer, le petit doigt sur la couture du pantalon, à toutes les prises de position d'un parti, y compris le sien.

C'est sans doute cette histoire personnelle et cette liberté qui m'ont valu, à partir de 2013, tant d'encouragements. « *Allez, Monsieur Juppé! Faut y aller, ne lâchez rien, on est avec vous!* »? Cette phrase dit beaucoup. D'abord, que je suis à nouveau audible, en situation de proposer et d'agir. Mais elle dit aussi autre chose : « Nous, Français, nous sommes déçus, nous sommes excédés. »

Fin 2013, alors que François Hollande n'est Président que depuis plus d'un an, le pouvoir est déjà profondément discrédité.

Par une politique qu'inspirent l'idéologie et le besoin de revanche. Bouclier fiscal, énergie nucléaire, politique européenne,

audiovisuel, retraite, lutte contre le chômage ou l'insécurité : pendant un an, François Hollande aura entrepris de détricoter consciencieusement ce qui avait été réalisé sous le quinquennat précédent, et pour la seule raison que cela l'avait été par son prédécesseur. Hausses massives d'impôts, cafouillages répétés sur la fiscalité ont créé, chez tous les acteurs économiques, un sentiment de confusion, d'instabilité, d'imprévisibilité, bref de défiance peu propice à la reprise de la croissance. La politique pénale d'une Garde des Sceaux en complet décalage avec les attentes des Français n'a cessé d'envoyer des signaux négatifs et démobilisateurs aux magistrats et aux policiers. Ajoutons les reculs successifs face à la contestation, dont le plus symbolique est celui sur l'écotaxe, l'absence sur la scène européenne, alors que se profilaient la crise grecque et, déjà, la crise migratoire avec les drames de Lampedusa ; la cacophonie gouvernementale, les démissions ministérielles, l'affaire Cahuzac, l'affaire Léonarda : les Français, désespérés, ont assisté depuis mai 2012 à un affaiblissement continu de l'autorité du chef de l'Etat et de la crédibilité du gouvernement.

De ce naufrage annoncé, et dont on n'imagine pas à l'époque qu'il va s'aggraver au cours des années suivantes, émerge seule la décision prise, en janvier 2013, de répondre à l'appel du Mali, décision que j'ai soutenue et qui a probablement sauvé, pour un temps, un pays que tant de liens rattachent à la France.

Mais j'entends autre chose que la déception et la colère à l'égard du pouvoir socialiste quand des sympathisants, en 2013, m'interpellent, me poussent à agir. J'entends : « Où est l'opposition ? Que fait-elle ? Que dit-elle ? A-t-elle commencé à réfléchir aux erreurs du passé, et commencé à travailler pour préparer l'alternance ? ».

Et j'ai envie de répondre : « Eh bien, hélas, au lieu de travailler ardemment au projet qu'attendent nos concitoyens, au lieu d'œuvrer à des propositions capables de la rassembler d'abord,

d'emporter l'adhésion de la majorité des Français ensuite, elle tente de solder les comptes de la campagne de 2012, elle se divise en écuries présidentielles, elle se déchire, elle se débat dans les querelles internes et les rivalités de personnes ! »

En cette fin 2013, l'urgence n'est pas à brûler les étapes, à ajouter à la confusion en évoquant 2017. Il y a des élections municipales à préparer, ce qui signifie pour moi travailler à Bordeaux et pour Bordeaux. Il y a les élections européennes de mai 2014, pour lesquelles j'entends m'engager, non comme candidat, mais comme militant d'une Europe à laquelle je crois et dont les institutions sont déjà en crise. Il y aura bientôt des élections régionales, que nous risquons d'aborder dans les pires conditions si nous continuons à affaiblir l'UMP par les deux bouts : d'un côté en rejetant le centre et de l'autre en ne clarifiant pas la question des valeurs et du fossé qui nous séparent du Front National.

Le temps passe vite. A l'été 2014, les élections européennes sont derrière nous ; les élections municipales ont validé dans les faits le principe de l'union de la droite et du centre, seule alternance crédible, face à la pression du Front National, dans les assemblées locales. Ce principe d'ailleurs sera une nouvelle fois vérifié lors des élections régionales. Quant à l'UMP, elle a évité l'éclatement grâce aux efforts de tous et à l'action de la direction transitoire à laquelle j'ai participé avec François Fillon et Jean-Pierre Raffarin et le concours de Luc Chatel. On rappelle peu cette période importante : la destinée des directions transitoires est ainsi faite. On oublie qu'alors, notre famille politique était menacée d'éclatement, avec deux groupes parlementaires qui coexistaient en son sein, une situation financière dramatique, et une image désastreuse. Alors, avec mes amis, nous avons entrepris, sur quelques mois, un travail de fourmi, pour régler ce qui devait l'être dans l'urgence, panser quelques plaies, rassurer les banques et organiser en toute transparence l'élection d'un nouveau Président. La parole a été redonnée aux militants et un congrès convoqué pour l'automne : c'est

ainsi que la voix de l'opposition a pu à nouveau se faire entendre, et légitimement.

Cependant, la situation de notre pays continuant à se détériorer, à l'été 2014, ma décision était prise. Il était temps de répondre, enfin, à l'appel de mon ami inconnu du boulevard Saint-Germain.

Oui, je m'engage. Oui, je vous invite à me rejoindre, car ce que je veux pour mon pays en 2017 c'est un vote d'adhésion, un vote de conviction et un vote d'espoir, et non un vote de rejet, un vote de revanche ou un vote par défaut.

Oui, je m'engage, car je veux vous convaincre que nous pouvons avoir confiance en nous-mêmes, confiance en la France et en ses atouts, confiance en l'avenir.

Depuis, j'ai passé deux années à aller à votre rencontre partout, en métropole comme en Outremer, pour vous écouter. Avec vous, j'ai construit un projet cohérent et ambitieux dont j'ai déjà publié l'essentiel dans trois ouvrages qui incarnent mes trois priorités, les « 3 E » : Ecole, Etat, Emploi.

– D'abord, *Mes chemins pour l'école*, où je développe ce que j'appelle « la mère des réformes » parce que c'est à l'école que tout se joue pour nos enfants, et dès le plus jeune âge : lire, écrire et compter certes, mais aussi raisonner ;

– Ensuite, *Pour un état fort*, où j'affirme ma détermination à rétablir l'autorité de l'Etat là où il est le seul à pouvoir exercer la souveraineté : lutte contre le terrorisme ; politique pénale efficace pour assurer la sécurité au quotidien ; contrôle effectif des flux migratoires ; respect strict de la laïcité ;

– Enfin, *5 ans pour l'emploi*, où je me fixe un objectif clair : le retour au plein emploi avec des propositions détaillées et précises.

Ce projet continue à se bâtir, chaque jour, avec votre participation ; il se nourrit des expériences vécues des entrepreneurs, des commerçants, des enseignants que je rencontre quotidiennement. Il s'enrichit chaque jour des contributions reçues sur mon site participatif : alainjuppe2017.fr, sur lequel chacun peut déposer une remarque, une idée, une initiative, une proposition. Il se complète chaque mois par des cahiers consacrés à l'agriculture, à la santé, à la famille, à la défense nationale, à l'enseignement supérieur et la recherche, à la culture. Ce projet est le vôtre, celui de tous les Français. Et c'est un projet pour la France, qu'il faut apaiser, rassurer et rassembler. Et qu'il faut mobiliser aussi, parce que les défis qui nous attendent sont gigantesques. Nous sommes d'ores et déjà entrés dans un monde nouveau avec la révolution continue des technologies de l'information et de la communication ; ce monde va continuer à changer, et rapidement : applications numériques, big data, blockchain, objets connectés, robotique, intelligence artificielle, mais aussi nanotechnologies, biotechnologies, énergies nouvelles. C'est l'éducation, les modes de production et de consommation, la gestion de nos villes, mais aussi les emplois de nos enfants, qui vont en être bouleversés. Nous sommes entrés dans un monde nouveau avec ses menaces environnementales, ses risques géopolitiques, ses bouleversements idéologiques. Il ne faut pas en avoir peur. Je suis sûr que nous avons les moyens, tous les moyens, de relever ces défis à condition de le vouloir.

De ce monde nouveau, la France n'a pas à avoir peur ! Toute l'Histoire de notre pays le montre : nous n'avons jamais eu peur des idées nouvelles, nous les avons trouvées ! Nous n'avons jamais craint les révolutions, nous les avons faites ! Nous n'avons jamais tourné le dos aux nouveaux mondes, nous les avons découverts et défrichés !

C'est un projet ambitieux que je vous propose. Son but est de permettre à la France, aux Français de relever la tête et de jouer toutes nos cartes dans un environnement difficile mais qui n'est en rien insurmontable. Ce projet, je veux pleinement l'incarner.

Car telle est la force en tout cas la singularité, de l'élection présidentielle française voulue par le Général de Gaulle et par les institutions qu'il nous a léguées.

Dans cette rencontre entre un peuple et un homme, il va de soi que ce qu'on appelle d'un terme peu élégant «l'équation personnelle» aura son importance, presque autant que la conviction, les idées et le programme.

On le sait, je n'aime pas parler de moi.

Question d'éducation sans doute ou de timidité naturelle. Mes parents m'ont enseigné la retenue en toute chose et il se trouve que mon caractère m'y porte: je n'ai pas l'intention de sacrifier aux exigences de la politique-spectacle. Pour autant, il est bien normal que les Français souhaitent en savoir plus sur quelqu'un qui prétend à leurs suffrages. Ce sera à eux de juger si une certaine image de froideur qui m'a longtemps collé à la peau, est justifiée ou si, comme bien souvent, elle n'est que la caricature d'une réalité bien plus complexe.

C'est une des ambitions de ce quatrième ouvrage: après trois livres programmatiques, il se veut le livre témoignage d'un candidat face à son pays, d'un politique face à ses électeurs, d'un homme face à un moment historique.

Il veut rendre compte de ma vérité, des valeurs qui sont les miennes, de ma vision de la France et de l'Europe, mais aussi de la méthode que j'utiliserais pour mettre en œuvre mon projet.

Car j'ai une conviction: la réforme ne sera comprise, et les mesures les plus nécessaires ne seront admises que si elles ont été auparavant expliquées et justifiées.

Oui, je suis déterminé. Oui, je m'engage de tout mon être.

J'entends maintenant vous dire pourquoi et vous expliquer comment.

L'ENGAGEMENT

La rencontre

Rien dans mon hérédité ni ma naissance ne me traçait naturellement une voie qui me conduirait au service de l'Etat, et encore moins aux responsabilités politiques.

Mont-de-Marsan est une petite ville qui peut être humide l'hiver et souvent caniculaire l'été. Hors saison, elle est tranquille, certains la diraient même léthargique. On oublie qu'elle sait aussi s'enflammer, à l'occasion d'un match de rugby, d'une corrida, ou à l'approche des Fêtes de la Madeleine. J'y ai passé une enfance heureuse, entre deux sœurs, un frère, une mère omniprésente et exigeante et un père plus discret, parce que plus réservé. On était plutôt terrien, du côté maternel, avec des forêts à exploiter et des métairies à gérer. Plutôt ouvrier du côté paternel, avec un grand-père né en Afrique du Nord et cheminot à Bordeaux : mon père n'avait certes « que » son certificat d'études, mais il écrivait dans un français parfait qui en remontrerait à bien des jeunes diplômés d'aujourd'hui. Comment mes parents se sont-ils rencontrés ? Je ne le saurai jamais. Probablement pendant la guerre. Mon père était résistant actif, membre depuis 1942 du Corps Franc Pommiès, et il avait participé aux combats de la libération de Mont-de-Marsan et du Médoc. Il en parlait peu, n'en attendait aucun honneur ni aucune distinction, mais il en était fier et en gardera toute sa vie une fidélité simple, mais fervente et totale, au gaullisme.

Une enfance, un enracinement et un milieu qui n'ont rien de particulier et qui sont ceux de millions de familles françaises. Mais j'ai eu cette chance que beaucoup n'ont pas eue : j'étais heureux à l'école. Je ne suis pas sûr que cela ait contribué à me faire aimer : en France, pour des raisons assez mystérieuses, la figure du bon élève, du premier de la classe ou du fort en thème est tout sauf sympathique. Je n'ai pas beaucoup de mérites à avoir été bon élève, puisque j'aimais ça. Mais franchement, pourquoi faudrait-il s'en excuser ?

Les bons élèves ont au moins cet avantage : on leur assure que toutes les voies leur sont ouvertes. Aussi croyais-je avoir tous les choix. Enfant de chœur, je m'imaginai... Pape Dans le secondaire, je me voyais professeur de médecine ou plutôt, sans doute, était-ce ma mère qui l'imaginait pour moi. L'amoureux de culture gréco-latine que j'étais se rêvait parfois en archéologue, en Grèce. C'est en fait la vocation du service de l'État qui s'est peu à peu imposée comme une évidence et qui m'a conduit, après l'École Normale Supérieure, à intégrer l'École Nationale d'Administration.

Je dis bien le service de l'État, pas forcément la politique. Je suis d'ailleurs passé à côté de deux événements qui auraient pourtant dû m'influencer et qui ont profondément marqué des générations politiques : j'étais trop jeune pour qu'en 1958 l'Algérie soit autre chose pour moi qu'un endroit lointain et inquiétant où des proches, dont mon frère aîné, étaient mobilisés. Et je n'ai pas vu dans Mai 68 le désir de changement et le besoin de libérer une société bloquée mais le désordre et la révolte assez paradoxale de jeunes privilégiés fascinés par des idéologies totalitaires. La gauche dominait les milieux intellectuels, affirmait sa certitude d'être dans le sens de l'Histoire et s'enthousiasmait pour les expériences marxistes les plus meurtrières du moment. Cette prétendue supériorité morale, qui couvrait souvent le pire, m'agaçait profondément, et j'ai très vite préféré avoir raison avec Aron que tort avec Sartre.

La pensée dominante et intolérante avait beau me hérissier, je serais resté un spectateur, même pas engagé, sans ma rencontre avec Jacques Chirac en 1976.

Alors Premier ministre – et ignorant que c'était pour peu de temps encore – il cherchait, selon l'expression consacrée, un « normalien sachant écrire » et connaissant en même temps les finances publiques pour préparer ses discours. J'ai rencontré un personnage d'exception, impressionnant de vitalité et infiniment plus complexe que l'image caricaturale qui commençait

à en être donnée à l'époque. Ma sensibilité personnelle était évidemment à droite : je préférerais déjà, et je préfère toujours, la liberté à l'enrôlement, la responsabilité à la prise en charge et le réel à l'idéologie. De la foi gaulliste simple de mon père, j'avais gardé des convictions simples : l'ordre garantit la liberté et la sécurité, le travail de chacun contribue au progrès de tous et c'est l'appartenance à la Nation qui permet d'accéder à l'universel. Pourquoi ne pas saisir cette occasion de mettre mes actions en accord avec mes idées ? Pourquoi ne pas descendre de la tour d'ivoire, intellectuellement assez confortable, de la haute fonction publique ? Pourquoi ne pas se colleter à la réalité et tenter, un jour, d'agir sur elle ? J'ai dit oui à Chirac.

Ce fut le début d'une longue collaboration et, sans doute, d'une amitié que notre pudeur commune nous a longtemps interdit d'exprimer. Nous nous vouvoyons toujours, d'ailleurs, lui qui a le tutoiement si facile. Rien, a priori, de plus différents que nos deux personnages. Je suis pétri de culture gréco-latine, il ne jure que par l'Extrême-Orient ; on me suspecte de distance et de froideur, il a un don pour inspirer la sympathie ; je traîne une réputation de technocrate, il est l'incarnation de l'animal politique qui séduit, qui convainc et qui mobilise. Tout aurait pu nous opposer et pourtant nous nous sommes trouvés, complémentaires, chacun à sa place, lui le chef, moi le collaborateur, puis le conseiller, puis l'homme de confiance. Rien ni personne n'a pu atténuer ce lien d'affection et de confiance entre nous, et dans un monde où l'amitié est une notion éphémère, je me flatte d'avoir pu conserver la sienne par-delà les aléas de la vie, depuis près de 40 ans.

Du RPR à l'UMP

J'ai été militant, élu, et dirigeant du mouvement gaulliste.

Evoquer le gaullisme en 2016 provoque souvent deux types de réactions, d'ailleurs assez contradictoires. Pour les uns, il s'agit d'un « moment » politique dépassé, intimement lié à la personne d'un homme d'exception et dont les leçons ne s'appliquent plus guère à notre temps ; d'autres déplorent la disparition d'une force politique gaulliste organisée en tant que telle et disposant d'un corpus doctrinal intangible et quasi sacré. Il va sans dire que je ne me reconnais dans aucune des deux attitudes. Le gaullisme n'était pas une doctrine, mais il ne s'est jamais résumé non plus à un pragmatisme ni à une pratique du pouvoir. Etre « gaulliste », aujourd'hui comme il y a cinquante ans, c'est croire à la Nation, défendre les libertés et la dignité humaine, et être attaché à la justice sociale.

Ajoutons-y la conviction qu'il est des moments dans la vie des peuples où il faut savoir dire « non » à l'inacceptable, et voici le gaullisme résumé à mes yeux. Je conçois tout à fait que certains en aient une autre idée, plus complexe certainement et plus intelligente peut-être, et je le respecte. Il m'est arrivé de tenter de le définir comme la rencontre d'un puissant patriotisme (« une certaine idée de la France » et de sa grandeur) et d'un profond humanisme (« une certaine idée de l'homme »). Ces valeurs ont guidé ma vie politique sans que j'éprouve le besoin de faire parler le Général des années après sa mort ou de me quereller pour des morceaux de la « Vraie Croix » de Lorraine. J'ai, en outre, la certitude que la grande majorité des Français s'y reconnaît et qu'elles sont les mieux à même de les rassembler.

Ceci étant dit, les choses ont profondément évolué depuis l'époque où le gaullisme et le communisme dominaient respectivement les parties droite et gauche de l'échiquier politique et, en trente ans, trois changements majeurs sont intervenus

dans ce qu'on appelle « la droite et le centre », longtemps divisés en partis et mouvements dont les différences semblaient difficilement surmontables.

Nous avons d'abord appris à travailler ensemble, dans l'opposition et au gouvernement. En tant que secrétaire général, puis président du RPR, j'ai appris à connaître et à apprécier mes partenaires, j'ai animé ce travail en commun, j'en ai été un ardent défenseur.

L'effondrement du bloc soviétique, la mondialisation et les nouveaux défis qui se posent à la société française, ensuite, ont fait évoluer nos projets ; sur la politique étrangère, le projet européen ou le rôle de l'État dans l'économie, la droite et le centre sont tombés d'accord sur l'essentiel.

La montée des extrémismes, enfin, a créé une nouvelle donne. Entre la gauche et le Front National, les divisions d'antan, les querelles de personnes et les égoïsmes partisans sont désormais suicidaires.

En 2001, l'électorat ne comprenait déjà plus ces divisions. L'union était réalisée, dans les esprits et dans les urnes. Seuls les appareils politiques freinaient encore un rapprochement que je soutenais de toutes mes forces. Le choc du premier tour de l'élection présidentielle, le 21 avril 2002, permettra à Jacques Chirac d'imposer, deux jours après, la création de l'UMP que nous avons préparée ensemble. J'en serai élu président lors du congrès fondateur le 17 novembre 2002 au Bourget.

Construire un grand parti de gouvernement, faire travailler ensemble des gens qui avaient des habitudes et des cultures politiques différentes, jeter les bases des victoires futures. Ne pas animer un fan-club pour le dirigeant du moment, mais fonder pour l'avenir. Ces deux années auront été une entreprise passionnante, et je suis fier de l'avoir menée à bien. Fier d'avoir su rassembler.

Le désert

Des sensibilités subsistent, et c'est bien. Le rassemblement national et la justice sociale, l'encouragement de l'initiative, l'Europe, l'humanisme, la laïcité, étaient des idées plutôt gaullistes, ou plutôt libérales, ou encore centristes, démocrates-chrétiennes ou radicales.

Elles sont désormais l'héritage commun de cette famille politique. Et au-delà, de tous les Français qui peuvent s'y retrouver.

Encore faut-il que les pratiques des partis changent.

J'ai toujours connu une méfiance des Français envers les partis politiques. Elle s'est transformée, ces dernières années en un discrédit profond, porteur des dangers les plus graves pour notre démocratie. Il ne sert à rien de s'en prendre au « populisme » si l'esprit de responsabilité ne l'emporte pas sur les querelles habituelles, si les promesses les plus démagogiques continuent à être énoncées et les pratiques du passé maintenues.

Les commentateurs ont quelquefois tort : ce n'est pas la politique qui est discréditée. C'est un système, et c'est une façon de faire de la politique. Je sens au contraire une soif de politique et un désir d'implication dans les affaires publiques partout où je me rends et dans tous les milieux que je rencontre. Partout en Europe, et en France même, de nouvelles formes d'engagement apparaissent, que nous devons savoir regarder, et de nouveaux besoins de participation, que nous devons savoir écouter.

Il faut redonner toute sa noblesse à l'engagement et toute sa valeur à la politique et aux partis qui font vivre notre démocratie.

J'ai dû, pour ma part, payer cher pour le comprendre.

Une des bizarreries du système français a longtemps été que le rôle des partis politiques était reconnu par notre texte le plus éminent et notre norme juridique suprême, la Constitution, mais sans que la loi ait éprouvé le besoin d'encadrer, sinon ce rôle, du moins son financement.

Que dit l'article 4 de la Constitution de 1958 ? Que « *Les partis et groupements politiques concourent à l'expression du suffrage* ». Comment et avec quels moyens ? La loi et les tribunaux répondaient : « *Débrouillez-vous, nous n'avons pas à en connaître* ». Les partis se sont donc « débrouillés » dans l'indifférence à peu près générale et alors même que les dépenses liées à l'activité politique augmentaient de façon considérable. À partir de la fin des années 70, et plus encore dans les années 80, la politique coûte cher, en raison à la fois de l'importance prise par la « communication » et de la nécessité de « professionnaliser » des appareils militants qui ne peuvent plus dépendre seulement de la bonne volonté, aussi dévouée soit-elle, des militants. Il fallait être bien naïf, ou très hypocrite, pour penser jusqu'en 1988 que les partis arrivaient à fonctionner et à mener des campagnes électorales avec la seule ressource des cotisations versées par les adhérents, comme n'importe quelle association régie par la Loi de 1901 ! Le même constat aurait, d'ailleurs, pu être tiré de la situation des syndicats.

Je n'excuse pas un système. Je décris la situation telle qu'elle était et telle qu'elle n'aurait pas dû être. Il faudra les différentes affaires politico-financières des années 1980 pour que chacun prenne enfin conscience de deux évidences : la démocratie n'a bien sûr pas de prix, mais elle a évidemment un coût ; et la démocratie est en danger quand le combat des idées, et les idées elles-mêmes, autorisent toutes les dérives et deviennent à ce point dépendants des combines, des arrangements, et des intérêts privés. Le législateur s'est donc attaqué à la question.

Loi du 11 mars 1988, la première. Puis loi du 15 janvier 1990, loi du 29 janvier 1993, loi du 19 janvier 1995... La succession même, et dans un laps de temps aussi rapproché, de ces différents textes montre à quel point le législateur a tâtonné, hésité et tardé à établir un cadre satisfaisant pour encadrer le financement des campagnes électorales et des partis politiques.

Pourquoi ce long développement ?

Parce que, quand on prétend aux plus hautes responsabilités, quand on demande aux Français leur confiance, il faut aussi leur dire pourquoi on en est digne. Je suis revenu plusieurs fois sur l'épisode de ma condamnation, je le fais en ce moment, je le referai encore si c'est nécessaire. J'y reviens, on imagine bien, sans aucun plaisir, mais en ayant bien conscience qu'il se trouvera toujours quelqu'un pour rappeler ce fait. Quelquefois brutalement. À mots couverts, le plus souvent car, les choses étant ce qu'elles sont et la nature humaine ce qu'elle est, ce n'est pas forcément du camp politique « opposé » que peut venir ce rappel...

J'ai donc été condamné, en décembre 2004, dans une affaire de financement illicite d'un parti politique. Il n'a jamais été question, je tiens à le rappeler, d'enrichissement personnel ; l'arrêt d'appel l'écarte même explicitement.

Tout a été écrit sur cette condamnation et en particulier que j'aurais payé « pour d'autres ». Je ne l'ai jamais dit, pour ma part. Que j'aie été le condamné emblématique d'un système, c'est bien possible ; que j'aie endossé des responsabilités qui étaient collectives, cela va de soi. Mais cela n'enlève rien à mes responsabilités propres que j'ai dû, aussi douloureux que ce soit, assumer.

Première erreur : je ne faisais pas, pour parler brutalement, de politique pour gérer une organisation mais pour défendre des idées, pour convaincre, pour emporter l'adhésion et remporter

des élections. J'avais tort. Quand on est un chef, on doit bien sûr être sur la passerelle mais il est indispensable de connaître et de s'intéresser à ce qui se passe en salle des machines.

Deuxième tort : avoir pensé, la législation évoluant constamment comme je l'ai dit, que certains problèmes, ou certaines situations personnelles, allaient se régler d'eux-mêmes. J'avais hérité d'une situation, je ne fus pas suffisamment attentif, ni ne pris assez tôt les mesures immédiates, même brutales, qu'il aurait fallu prendre.

Pour qui a consacré sa vie à la chose publique, être déclaré indigne d'être élu, même momentanément, est un drame. On peut en sourire plus tard, rappeler que, « en politique, on n'est jamais fini », et même recevoir un prix de l'humour pour cela. Mais chez moi le sourire sera toujours crispé : je me suis en effet posé la question de « la fin » de mon engagement politique et du changement de vie. On peut bien appeler cela, après coup, « traversée du désert », mais il s'agissait réellement dans mon esprit de la tentation d'un changement qui aurait pu être radical.

D'ailleurs, il serait profondément injuste de qualifier le Québec, où j'ai enseigné en 2005-2006, de « désert ». Ce fut tout le contraire.

Partir, pour se reconstruire. Vivre dans un anonymat relatif, vivre simplement en famille, vivre plus intensément ensemble. Retrouver le plaisir d'enseigner, d'échanger sur l'histoire, l'économie et la mondialisation avec des jeunes du Canada et du monde entier.

Je dois énormément au Québec, et pas seulement de m'avoir accueilli.

Je lui dois un regard neuf sur le monde et sur les défis de la globalisation. Une sensibilité – tard éclose diront certains,

mais d'autant plus aigüe – aux enjeux environnementaux. Un regard renouvelé, aussi, sur la France : la distance ramène certains de nos débats internes à leur juste valeur, qui est quelquefois dérisoire, mais on y ressent plus fort l'amour de son pays, parce qu'il manque.

Nous aurions tant de leçons à prendre des Québécois : leur ouverture sur le monde et leur modernité, en même temps que la fierté de leur identité et de leur – notre ! – langue. Ce que ce peuple, issu du nôtre, a réussi à construire, nous en serions incapables ? Ce que cet îlot francophone, perdu dans l'océan anglophone d'Amérique du nord, arrive à maintenir, à créer et à inventer, nous ne le pourrions pas, nous, avec notre taille et notre puissance ? C'est au Québec que j'ai commencé à ne plus supporter un certain discours pessimiste, plaintif, et décliniste si répandu en France. Bien sûr, n'idéalisons pas la situation québécoise ; les mêmes débats traversent nos sociétés : la question des accommodements, raisonnables ou pas, face à des revendications religieuses ou communautaristes, les crispations que cela suscite chez les Québécois « pure laine ». Il n'empêche. « Identité nationale » n'est pas un gros mot, ni un signe de repli sur soi, ou de rejet des autres, ou de refus d'appartenance à des ensembles plus vastes : le Québec et le Canada en témoignent chaque jour.

Je rencontre souvent des Français de l'étranger et je constate une chose : ils se découvrent souvent plus Français à l'extérieur, et plus fiers de l'être. Moi aussi, je suis revenu du Québec plus fier encore, si c'était possible, plus assuré des chances de la France, plus confiant dans les énergies, l'enthousiasme et la créativité qu'il y a chez les Français et qui ne demandent qu'à être libérés.

L'ÉLECTION

Les Landes

Ma première campagne électorale fut un échec.

Je ne parle pas du résultat final : après tout, obtenir 48,4% des voix au deuxième tour quand on est peu connu et encore inexpérimenté, qui plus est lors d'une élection législative, celle de 1978, qui voit une forte poussée de la gauche sur le plan national et dans une circonscription « de mission » pour la droite, n'a rien de vraiment honteux. Mais il y a la manière.

La première circonscription des Landes est vaste, Mont-de-Marsan représente à elle seule la moitié de sa population et le député sortant est socialiste. Jacques Chirac veut « mettre le pied à l'étrier » à ce jeune Montois qui travaille avec lui et qui a décidé de se lancer en politique. Mais c'est moi qui choisis le terrain : je veux être prophète en mon pays. Première campagne exaltante : les dossiers locaux à dévorer, les kilomètres à avaler pour aller d'une commune à l'autre, les affiches à coller, les réunions du soir devant 5 personnes où il faut, quand même, faire bonne figure. Car ici, les électeurs se gagnent un par un. Ici, entre le désert de pins et de dunes de la forêt landaise et les premiers contreforts de la Chalosse, chaque village a sa personnalité propre, chaque situation est particulière, chacun des problèmes est spécifique. Des terroirs divers mais unis par la même philosophie du bien-vivre et du bien-manger et par une même religion : le rugby.

Les dossiers de la circonscription je les connaissais. Sur le bout des doigts. Le rugby, avec mon père, j'étais né dedans et j'aimais. Pour le reste, je ne me souviens pas avoir jamais été particulièrement attiré par l'ascétisme. Ce n'était pas suffisant, bien sûr.

Une des beautés de la politique dans une démocratie où le peuple est le seul souverain, c'est qu'il n'existe aucune règle

scientifique, aucune certitude, aucune martingale assurée pour emporter une élection. Il y a des règles qui s'imposent à tous et des données qui tiennent à l'histoire politique et à la sociologie électorale d'un territoire mais la loi d'airain du combat électoral demeure fondamentalement la même : il faut s'adresser à la fois à la raison et au cœur de ceux que l'on entend convaincre. Il faut un projet, et il faut une attitude. Il faut des propositions et il faut savoir, en même temps, établir une sorte de lien personnel avec ses concitoyens. Ce lien, je n'ai sans doute pas suffisamment su le créer en 1978, dans la première circonscription des Landes.

Jacques Chirac s'était engagé à fond dans cette campagne qui était la première depuis la création du RPR en 1976. Celui que Georges Pompidou avait un jour surnommé « *le bulldozer* » vient tout juste de remporter la mairie de Paris et s'est lancé avec l'impétuosité qu'on lui connaît dans cette nouvelle bataille. Il sillonne la France, soutient chaque candidat, serre des milliers de mains. Puis la tornade Chirac s'abat sur les Landes. Il est venu me soutenir à deux reprises. Il arpente les rues, investit les places de villages, force la porte des bistrots, embrasse les enfants, flatte les grand-mères. Moi dans son sillage, comme un rémora collé au flanc d'un grand requin. Le problème dans ce cas-là est qu'on ne voit que le requin et qu'on peine à distinguer le rémora. Je revois cette scène : Chirac accoudé au zinc, parlant fort et riant, buvant une Suze avec des gaillards aux bérets vissés sur la tête pendant qu'exilé au bout du comptoir, maigre et sérieux, je trempe mes lèvres dans un Perrier-rondelle. Ou plutôt un Perrier-tranche, comme on dit chez nous. Un Perrier à l'heure de l'apéritif, je vous demande un peu ! Mais j'exagère. Il m'arrivait de faire honneur à notre incomparable Armagnac.

Je ne prétends pas avoir perdu les élections ce jour-là par excès d'ascétisme, et je dis encore moins qu'il faut « faire semblant » ou forcer sa nature. Se montrer tel qu'on n'est pas, c'est faire injure à l'intelligence des Français et cela finit toujours par se

payer, au prix fort. Mais passer pour un autre est un fardeau que l'on traîne quelquefois longtemps. L'image du « techno » froid et insensible apparue lors de la campagne législative de 1978 me collera durablement à la peau et Jacques Chirac n'aura de cesse de me dire qu'il me fallait « m'arrondir ». Techno, froid, insensible : le jugement me blessait et je continue à en souffrir. Je le ressentais comme profondément injuste. Avec le temps, je me suis « arrondi », au moins psychologiquement. Je le dois à la vie, aux épreuves, aux rencontres, aux expériences accumulées. J'utilise souvent l'image du vin de Bordeaux, qui n'est jamais aussi bon que quand il a un peu vieilli. Pour autant, je veux rester moi-même. Aimer son pays, connaître ses compatriotes, comprendre les problèmes, voir loin et s'il le faut au-delà de la ligne d'horizon, sont des impératifs qui ne supportent pas la démagogie et les faux-semblants.

Je vais même plus loin : dans les difficultés que connaît notre pays, dans l'incertitude qui pèse sur l'Europe et face à des défis dont on a encore du mal à mesurer l'ampleur, les Français ne veulent ni d'un copain, ni d'un chef de bande ni d'un Président « normal ». Ils exigent un chef d'Etat.

Paris

« Technocrate » n'est certainement pas un qualificatif qui se voudrait aimable. Il est assez injuste dans mon cas puisque, après quelques années seulement passées dans la haute administration et les cabinets ministériels, je n'ai cessé depuis quarante ans de me confronter au terrain et de me soumettre au suffrage universel.

Après l'échec landais, j'ai rejoint l'équipe municipale que Jacques Chirac venait de mettre en place à Paris. Époque formidable pour la capitale, dont je crois que nous pouvons être fiers et que les péripéties de la fin des années 90 ont malheureusement, et injustement, fait oublier. Paris redevenait enfin une commune de droit – presque – commun après des siècles de tutelle du pouvoir central. Nous avons dépoussiéré la vieille administration municipale, mis en place une politique de propreté qui était à la pointe de l'innovation à l'époque, commencé à rééquilibrer l'urbanisme au profit de l'Est parisien, et amélioré l'ensemble des services rendus aux Parisiens tout en limitant la fiscalité locale. Paris redevenait enfin une capitale digne de la France.

Il fallait amplifier ce mouvement, prendre part pleinement à ce grand renouveau. Aux élections municipales de 1983, je me présente aux élections municipales, dans le 18^e arrondissement. Ce n'est pas un arrondissement qui va de soi si on recherche le confort d'une élection sans risque et d'une gestion tranquille. Le 18^e arrondissement est une sorte de concentré de l'identité parisienne mais aussi des problèmes parisiens : le village de Montmartre, ses artistes, sa convivialité mais aussi la Goutte d'Or en voie de ghettoïsation ; des classes moyennes aux Grandes-Carrières et à Clignancourt, et des populations ouvrières à la Chapelle ; c'est le Paris populaire, pas encore acquis à la droite et que la « boboïsation » ramènera plus tard à gauche ; c'est le fief de Lionel Jospin, de Claude Estier, de

Bertrand Delanoë et de Daniel Vaillant, « poids lourds » du Parti Socialiste, adversaires de qualité et concurrents redoutables. Je les bats en 1983 et l'emporterai à nouveau aux élections municipales de 1989 et aux législatives de 1986, 1988 et 1993.

« Technocrate » ? Allez donc prendre d'assaut une place forte de la gauche parisienne !

« Froid » ? Parlez-en aux anciens de la « bande du 18^e » et aux patrons des bistrotts où nous avons l'habitude de nous retrouver ! Je rêve toujours du hareng pommes à l'huile de la Pomponette, en haut de la rue Lepic.

« Coupé du terrain » ? Interrogez les associations de la Goutte d'Or et tous les acteurs de proximité que nous avons fait travailler ensemble pour rénover l'habitat et recréer une vie locale.

« Aveugle face aux réalités de l'immigration » ? Allez animer des réunions de terrain rue Polonceau ou rue Myrha.

Être élu local, et plus tard maire, est le mandat qui m'aura donné le plus de bonheur. Ce bonheur, je l'ai découvert dans le 18^e arrondissement de la capitale, et je le retrouve à chaque fois que j'y retourne, aux côtés de Pierre-Yves Bournazel qui a repris le flambeau. J'y ai avancé, sur le plan personnel comme sur celui de la connaissance des hommes. J'y ai appris la satisfaction de diriger des équipes, soudées, et toutes tendues vers un seul but : servir un territoire. J'y ai éprouvé le plaisir de faire travailler ensemble élus, administrations et monde associatif enfin unis dans l'intérêt général. Le plaisir que donne le vrai pouvoir. Oui, il faut avoir le courage d'assumer ce mot : le pouvoir. Pas celui des apparences, des faux-semblants et de l'amour propre. Mais le pouvoir effectif de résoudre un problème, de réparer une injustice, de réhabiliter un lieu et de voir émerger enfin les résultats concrets et tangibles de ses décisions.

J'en serai toujours reconnaissant à Paris et plus particulièrement à ce haut lieu de Paris si attachant et où j'ai gardé tant d'amis. J'ai été fier et heureux de le servir pendant près de quinze ans.

Et un jour j'ai tourné la page : ma ville et ma vie se sont définitivement confondues avec Bordeaux.

Bordeaux

Dans mon cœur il y a toujours eu Bordeaux.

La « grande ville », pour un Gascon, ce n'est pas Paris, c'est Bordeaux. Bordeaux, où avait vécu mon grand-père qu'on venait voir en famille, au bout de la route des Landes. Bordeaux, où viennent perdre leur humeur et s'apaiser, avant de s'étaler majestueusement dans la Gironde, toutes les eaux dévalées du Limousin et des Pyrénées gasconnes. Bordeaux est une ville de douceur déjà célébrée pour cette raison par Ausone. Bordeaux est une ville d'équilibre, déjà du Nord et encore du Midi. Bordeaux est une ville de modération, de retenue, et de mesure à l'image de l'œuvre de nos gloires locales, les trois « M » : Montaigne, Montesquieu, Mauriac. Peut-être fallait-il Bordeaux pour que je m'« arrondisse » enfin, comme le souhaitait Jacques Chirac, et que s'adoucissent un peu l'austérité landaise et la distance roide héritées de mon enfance et de mon éducation. Après tout, les plus glaciaux et les plus rocailleux des gaves s'adoucissent aussi, quand ils se jettent dans la Garonne. C'est ici, entre le port de la Lune, le quai des Chartrons, l'esplanade des Quinconces, la place de la Bourse et le pont de pierre, dans

les liens si étroits qu'ils tissent entre la ville et le fleuve que j'aurai été le plus profondément et le plus pleinement heureux.

Depuis la Libération, c'était Jacques Chaban-Delmas, maire pendant 48 ans sans interruption, qui incarnait Bordeaux. Chaban fut un maire réconciliateur, ce que lui permettait sa stature de combattant et de grand résistant et un maire bâtisseur, parce qu'il en avait l'audace et la vision : on lui doit Mériadeck, Bordeaux-Lac, le quartier du Grand Parc, le pont d'Aquitaine, le campus universitaire, etc. Autant de témoins d'une époque conquérante et optimiste mais qui avait, moins qu'aujourd'hui, le souci de la qualité du cadre de vie. Quand Jacques Chaban-Delmas me parla de Bordeaux, un jour de 1993, cette époque tirait à sa fin et il en avait conscience. Les disputes liées à sa succession étaient connues, les milieux socio-économiques étaient inquiets et l'on commençait à parler de la ville comme de la « Belle Endormie » des bords de la Garonne.

Je n'hésitais pas longtemps. J'ai accepté d'incarner ce nouveau souffle qui était attendu.

J'ai dit oui à Bordeaux.

Bordeaux, qui se sait belle et qui désire tant que cela se voie ; Bordeaux, qui est la ville de la douceur de vivre et de la modération et qui se veut plus humaine encore ; Bordeaux, qui a tant resplendi par le passé et qui n'imagine pas que son rayonnement actuel ne soit pas à la hauteur de son histoire. Les Bordelais m'ont accueilli et je les ai, en retour, passionnément servis. Aucune œuvre n'est jamais achevée et il reste encore tant à faire. Mais chacun s'accorde à le dire : notre ville est devenue plus belle, plus vivable pour ses habitants, plus attractive aux yeux du monde.

Il fallait embellir, ce fut la rénovation urbaine et le plan lumière ; il fallait réconcilier la ville et le fleuve, ce fut la

reconquête des quais; il fallait rapprocher les deux rives, et ce fut la redynamisation d'une rive droite longtemps délaissée; il fallait désenclaver, et ce fut le réseau du tramway et le pont Jacques Chaban-Delmas, l'un des plus grands pont-levant d'Europe; il fallait adoucir et rendre vivable, et ce fut la création d'éco-quartiers et la mise en place d'un des réseaux de pistes cyclables les plus importants d'Europe; il fallait faire rayonner et ce fut l'inscription, en 2007, d'une grande partie de la ville au patrimoine mondial de l'UNESCO et la Cité du Vin inaugurée en 2016.

Un beau matin, un Bordelais m'a fait le plus beau compliment: « *Vous avez changé la ville, bien sûr, mais surtout vous avez redonné aux Bordelais la fierté d'eux-mêmes* ».

Les plus de 35.000 maires de France, mes collègues, et les centaines de milliers de conseillers municipaux et d'élus locaux sauront de quoi je parle: les grandes satisfactions de l'action publique sont là, dans le travail quotidien qui voit chaque décision se traduire de manière visible et tangible.

Cela facilite-t-il l'exercice des plus hautes responsabilités? Sans doute. Il y a eu De Gaulle, bien sûr, mais il avait sa propre légitimité qui était historique et exceptionnelle. Et Pompidou, qui n'était que conseiller municipal de Cajarc et ne fut député qu'à peine un an, mais c'était une autre époque. Je crois qu'un élu « hors-sol », n'ayant pas la connaissance intime du terrain, des préoccupations quotidiennes de ses concitoyens et des exigences qu'implique un mandat local, ne serait pas le mieux à même de saisir les attentes des Français.

Cela suffit-il à assumer ces responsabilités? Je ne le crois pas non plus. On ne sera pas un bon Président de la République parce qu'on a été un maire populaire, un président de conseil général consciencieux ou un chef de parti habile. Il y faut aussi la connaissance de l'action de l'Etat, de sa machinerie administrative et des rapports, qui sont souvent de force, et qui règlent

la vie internationale. La situation actuelle montre *a contrario* combien l'inexpérience conduit à la cacophonie gouvernementale, à la baisse de l'autorité de l'Etat en France même, et à l'affaiblissement dramatique de la voix de notre pays en Europe et sur la scène internationale.

L'EXERCICE DU POUVOIR

Le Budget

Je respecte profondément ceux qui agissent au quotidien sans être portés par une ambition particulière.

Mais je comprends mal, à l'inverse, que l'on considère l'ambition comme un défaut. Elle nous fait progresser, individuellement et en tant que groupe. Et quand elle se confond avec celle que l'on a pour son pays, qui trouverait à y redire ?

J'ai toujours été habité par l'ambition de servir la France.

Ma première responsabilité gouvernementale a été, de 1986 à 1988, celle de ministre délégué au Budget. J'en garde un souvenir, mélangé, de satisfactions et de frustrations. Satisfactions : je crois avoir bien travaillé dans le domaine qui m'était confié et avoir, sous la direction du Premier ministre, Jacques Chirac et d'Edouard Balladur, ministre de l'économie et des finances, contribué à la stabilisation de la dépense publique et au rétablissement de la confiance des milieux économiques. Il faut dire que l'une et l'autre avaient été largement mises à mal par les cinq premières années du premier septennat de François Mitterrand, années marquées successivement par l'insouciance festive et quasi-révolutionnaire des débuts puis par un tournant de la rigueur incompris, puisque non expliqué. Frustrations : nous découvrons la cohabitation et toutes ses chausse-trappes, et l'apprentissage était douloureux. S'il est une chose qu'on n'a jamais pu dénier à François Mitterrand, c'est une habileté assez diabolique.

La droite française, encore sous le choc de 1981, avait elle aussi connu son tournant, à la fois en réaction aux excès étatistes et aux mesures collectivistes de la gauche de l'époque et sous l'influence des expériences étrangères de Reagan et Thatcher : ce tournant, c'était le libéralisme. Cela convenait à certains de nos partenaires de l'UDF, c'était assez nouveau pour un RPR

héritier d'une solide tradition colbertiste et qui redécouvrait le libéralisme avec l'enthousiasme des nouveaux convertis. De toute façon, après la tornade étatiste et super dirigiste des années 1981-82, avec leur cortège de nationalisations, il allait de soi qu'il fallait redresser la barre. Mais nous avons peut-être eu le tort de le faire d'une manière trop dogmatique. De vouloir opposer une autre idéologie à l'idéologie marxisante de la gauche, dont d'ailleurs une bonne partie n'est toujours pas sortie, encore aujourd'hui! On aurait tort de penser que ces débats sont d'un autre temps. Certes, la question n'est plus de savoir s'il faut accepter la libre entreprise, l'économie de marché ou la libre concurrence, seuls vecteurs de développement à mon sens; mais plutôt de savoir comment réguler le capitalisme et corriger ses excès. Si on échouait à le faire, en particulier au niveau européen, les risques d'un choc en retour seraient considérables: la montée des populismes nationalistes d'un côté, et d'une nouvelle contestation d'extrême-gauche de l'autre, sont là pour en témoigner.

Nous avons raison de vouloir libérer l'économie, de vouloir réformer un système universitaire français qui montrait déjà ses limites, et de vouloir supprimer un impôt sur la fortune vexatoire, décourageant d'un point de vue économique et contreproductif fiscalement. Nous avons tort de ne pas expliquer suffisamment nos réformes, de croire qu'elles seraient comprises parce qu'elles étaient nécessaires...

C'est une leçon pour le présent et pour l'avenir.

La France et le monde

La victoire de l'opposition aux élections législatives de 1993 était annoncée depuis des mois. C'est son ampleur qui surprie. L'opposition était unie; elle avait tiré les leçons de la première cohabitation, celle de 1986-1988; et elle avait eu le temps de se préparer à revenir aux responsabilités.

Moi aussi.

Etre Ministre des affaires étrangères d'un pays comme la France est un honneur et un bonheur. Je sais bien qu'il a longtemps été de bon ton, dans certains milieux, de relativiser la capacité d'influence de la France dans les affaires du monde. C'est une tendance qui était forte dans les années 1960 et 70, entretenue par ceux que la « politique de grandeur » du Général de Gaulle avait déroutés et irrités. Mettre en œuvre une politique étrangère combative, faire entendre une voix forte sur la scène internationale et affirmer une voie singulière dans un monde divisé entre deux blocs antagonistes, à quoi bon? S'occuper du Zambèze, alors qu'il y a tant à faire en Corrèze? Il fallait se banaliser, se normaliser, prendre enfin conscience, qu'après tout, la France n'est qu'une puissance moyenne qui n'a certainement plus les moyens de cette politique. Il est amusant, ou triste si l'on préfère, de constater que cette tendance est toujours à l'œuvre aujourd'hui, mais portée par d'autres: les peureux, les frileux, les pleurnicheurs du déclinisme, et les hérauts d'un « souverainisme » qui a peu à voir avec la souveraineté et qui ne signifie rien d'autre, en réalité, que la tentation du repli et le fantasme d'une France barricadée à l'abri des grands mouvements du monde.

C'est une autre réalité que j'ai vue pendant les deux premières années, profondément exaltantes et heureuses, que j'ai passées au Quai d'Orsay.

La réalité d'une puissance moyenne, certes, mais « mondiale », la seule sans doute dans cette situation avec le Royaume-Uni. La France, c'est une Histoire, qui lui donne une expérience et une connaissance du monde irremplaçables et qui lui a créé des liens particuliers avec de nombreux pays, notamment africains ; c'est une langue que nous avons en partage avec une quarantaine d'Etats : la Francophonie, que le français soit langue maternelle, officielle, administrative ou d'usage largement répandu, réunit plus de 500 millions d'habitants de tous les continents, et est l'espace linguistique qui progresse le plus vite ! C'est un réseau diplomatique dense, le deuxième du monde, animé par des milliers d'hommes et de femmes remarquables de compétence ; un réseau culturel et de coopération fait d'instituts, de lycées, d'établissements de recherche. C'est un instrument au service de nos intérêts, bien sûr, commerciaux, culturels et stratégiques, mais aussi, depuis longtemps, au service de la paix et des droits de l'Homme, du multilatéralisme, du développement et de la coopération.

Et c'est aussi une voix qui est attendue et entendue dans le monde entier, à condition toutefois qu'il y ait la volonté politique de la faire exister.

Cette volonté existait entre 1993 et 1995 et elle a été mise en œuvre.

Cela n'allait pas de soi : la politique extérieure est un peu le domaine réservé du chef de l'Etat, ce qui peut rendre les choses assez délicates en période de cohabitation. François Mitterrand, que je n'avais jamais ménagé en tant que secrétaire général du RPR, avait commencé par avoir des préventions à mon endroit. Je crois que nous nous sommes, en définitive, plutôt bien entendus. J'avais le respect de la fonction, une forme d'estime pour l'homme de tant de combats et probablement des égards pour un Président qui terminait son mandat isolé et que la maladie faisait souffrir. Il appréciait ma franchise, aimait parler avec moi des Landes, de Venise ou de

littérature et, surtout, avait constaté dès le début que l'opposant politique savait disparaître quand il s'agissait de l'intérêt de la France et de la réussite de notre politique extérieure.

Réussite qui dépendait de l'amélioration de l'outil existant. Le corps diplomatique français, je l'ai dit, est remarquable. Mais l'organisation elle-même du ministère devait évoluer et s'adapter. J'ai entrepris d'améliorer et fluidifier les rapports entre les postes et l'administration centrale, mis fin à certaines habitudes qui empêchaient la communication entre services, rendu plus transparentes les progressions de carrières, réinstauré une conférence annuelle des ambassadeurs... et même, grâce à Isabelle, pensé au statut des conjoints ! Cet outil doit être préservé, absolument. Le Quai d'Orsay ne doit pas être affaibli ! J'ai même cosigné une tribune à ce sujet, il y a quelques années, avec Hubert Védrine.

Réussite qui était liée à celle de la France en Europe. Il y avait la monnaie unique à préparer, la présidence française de l'Union à organiser, les liens à renouer avec les nouvelles démocraties qui se mettaient en place après l'effondrement du bloc soviétique. Il y avait les accords du GATT à renégocier : la Commission européenne avait signé un accord que je jugeais, comme d'ailleurs le Président de la République et le Premier ministre, inacceptable et qui sacrifiait les intérêts de l'agriculture européenne. Nous l'avons emporté sur ce point, ainsi que sur « l'exception culturelle », alors que beaucoup de nos partenaires avaient déjà baissé les bras devant les exigences américaines. Tant qu'il y a une volonté, la lutte n'est pas finie. Et tant qu'elle n'est pas finie, on peut convaincre. C'est une leçon qui vaut pour aujourd'hui, alors que s'enlisent les discussions sur le TTIP, le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement.

Mais tout pouvait être remis en question par le retour brutal de l'Histoire et de ses drames.

Il faut se souvenir d'une époque où, après l'effondrement inattendu et quand même relativement non-violent, ce qui était inespéré, du bloc soviétique et de l'URSS, un grand mouvement d'optimisme avait balayé le monde. Le processus d'Oslo pour une paix israélo-palestinienne progressait; la France y jouera tout son rôle. On parlait de «toucher les dividendes de la paix»; pour ma part je disais déjà qu'il ne fallait pas «baisser la garde». Un universitaire américain, dans une grande envolée hégélienne, avait pronostiqué la «fin de l'Histoire» et le consensus mondial sur les valeurs de la démocratie libérale et des droits de l'Homme. J'étais plus prudent: je me suis toujours méfié des idéologues, même libéraux!

Quand je suis devenu ministre des Affaires étrangères, cela faisait déjà plus de deux ans que des conflits déchiraient l'ex-Yougoslavie. Ils atteindront une ampleur inégalée en Bosnie. J'ai fait en sorte que la France rompe avec une certaine attitude de neutralité qui, en fait, profitait à la Serbie. Cela pouvait s'expliquer par une solidarité historique et par les souvenirs de la Première guerre mondiale; mais c'étaient à l'évidence les Serbes qui étaient les agresseurs, et qui mettaient en œuvre une politique de «nettoyage ethnique». Nous n'avons pas réussi à arrêter le conflit mais nous avons, dans certaines circonstances, évité des drames bien plus grands, par exemple en lançant l'ultimatum de Sarajevo qui a permis de desserrer le siège de la ville martyre. Je suis sûr que nous avons jeté avec le projet d'accord Kinkel-Juppé, les bases de ce qui deviendra, deux ans plus tard, les accords de Dayton.

Autre drame, autre retour brutal de l'Histoire, et cette fois d'une sauvagerie inégalée: le Rwanda.

Je ne cesserai pas de me battre pour que l'action du gouvernement Balladur dont j'étais le ministre des Affaires étrangères soit reconnue à sa juste valeur. Nous sommes comptables de ce qui a été fait à partir d'avril 1993. Et d'abord de la mobilisation de notre diplomatie pour éviter le drame, réconcilier les parties en présence, et œuvrer à une réconciliation nationale.

Objectif atteint, avec les accords d'Arusha dont le dernier fut signé le 4 août 1993. A l'époque, même le général Kagamé avait rendu hommage au rôle de la France.

Hélas! Toute cette construction s'effondra en avril 1994 avec l'attentat contre l'avion qui transportait entre autres personnalités le président Habyarimana. En un instant, certains mouvements extrémistes hutus déclenchèrent le génocide. Je fus l'un des tous premiers à le dénoncer officiellement alors que la communauté internationale commençait par fermer les yeux. L'ONU retira sa force d'interposition et laissa le champ libre aux génocidaires. Plus tard, le secrétaire général des Nations Unies s'en excusera publiquement. Quant aux grandes puissances, elles étaient aux abonnés absents. Seule la France prit une initiative de paix: ce fut l'opération Turquoise, autorisée par une résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies. Le secrétaire d'Etat américain de l'époque, Warren Christopher, ira jusqu'à me faire part de «son admiration»...

Grâce à Turquoise, grâce au courage de nos soldats investis d'une mission strictement humanitaire, ce sont des milliers de vies humaines qui furent épargnées. Comme je l'ai déclaré devant la commission d'enquête parlementaire présidée par Paul Quilès en 1998, avec Turquoise, la France a sauvé l'honneur. Malgré cela il est assez incroyable d'entendre encore, plus de vingt ans après, les mêmes accusations sur une prétendue «complicité» de notre pays dans le génocide! Il est vrai que ce *French bashing* est bien utile. Il conforte les uns dans leurs certitudes tiers-mondistes qui, en expliquant tous les malheurs par l'action des pays ex-colonisateurs, exonèrent systématiquement les pays du Sud de leurs responsabilités, et il ne cause pas trop de peine à des puissances qui ne sont pas mécontentes de voir la France écartée de la région des Grand Lacs...

C'est avec beaucoup d'émotion que je quitterai le Quai d'Orsay en 1995, même si c'était pour une destination bien plus exaltante encore. J'ignorais que j'y reviendrai, quinze ans plus tard, dans un contexte international tout aussi agité.

Jours troublés à Matignon

A la réflexion, et avec le recul que donnent les années passées, il n'est pas exagéré de dire que j'ai entamé mes fonctions de Premier ministre, le 17 mai 1995, dans les pires conditions.

Nous sortions d'une campagne fratricide qui avait opposé deux candidats issus de la même famille politique et dont les lignes de fracture traversaient à peu près tous les partis de la droite et du centre. Les blessures mettront d'ailleurs du temps à cicatriser et il arrive parfois, encore aujourd'hui, que de vieilles douleurs se réveillent chez les plus anciens...

J'avais participé à cette campagne autant que le permettaient mes fonctions, extrêmement prenantes, de ministre des Affaires étrangères, et la solidarité gouvernementale qu'il me fallait afficher sur tous les autres sujets. C'est en janvier 1995 que les sondages furent au plus bas pour Jacques Chirac. Je me souviens que Nicolas Sarkozy l'appelait à se retirer afin de permettre l'élection d'Edouard Balladur dès le premier tour!

Les journalistes, les commentateurs, des amis même, ne cessaient de m'interroger: « Franchement, comment tu peux encore y croire? ». Il est facile de dire après coup qu'on n'a jamais douté du résultat final. Ce n'était pas mon cas: j'ai douté, évidemment. Mais je ne me suis jamais, en revanche, interrogé sur mon engagement auprès de celui que j'accompagnais depuis si longtemps.

On connaît la suite. C'est un épisode qu'il faut avoir à l'esprit quand on vous parle des sondages. Au moment où j'écris ces lignes, les sondages sont plutôt bons et me mettent en tête des candidats actuellement en lice pour la primaire de la droite et du centre. Très bien. Qui s'en plaindrait? Dans quelques jours, d'autres candidats se seront déclarés, certains se seront au contraire désistés, d'autres n'auront pas obtenu les parrainages

nécessaires, ou un événement imprévu aura rebattu les cartes. Je prends connaissance des sondages, comme tout le monde. Mais depuis 1995, je les regarde avec un peu plus de détachement. Je sais qu'on critique volontiers ceux qui me sont favorables, et qu'on porte au pinacle ceux qui le sont moins. C'est la règle. Ils ne me feront pas m'écarter de la route que j'ai choisie.

En 1995, j'accède donc à Matignon dans des circonstances particulières: moins préparé que je ne l'étais deux ans auparavant en arrivant au Quai d'Orsay; devant mettre en œuvre un programme, celui de la lutte contre la « fracture sociale », que je n'ai pas élaboré, même si j'y adhère pleinement; avec un gouvernement qu'il a fallu constituer en tenant compte des fidélités de toujours, des ralliements de la dernière heure et des sensibilités différentes qui ont nourri la campagne de Jacques Chirac; et avec, pour soutenir ce gouvernement, une majorité encore profondément divisée, puisque le nouveau Président n'avait pas voulu dissoudre l'Assemblée. Erreur originelle. De plus, je découvre une réalité: les comptes sociaux dérapent et le déficit public représente 5,6% du PIB ce qui risque de disqualifier la France pour le passage à l'euro, trois ans après. Or sans la France, l'euro n'existera pas.

On a connu meilleures conditions pour débiter une mission gouvernementale.

Et pourtant je suis toujours surpris, et ressens encore comme une injustice qu'on me parle de ces deux années comme d'un échec.

Est-ce un échec, d'avoir fait repasser le déficit public à 3,6% du PIB? La France aura parcouru en deux ans les trois quarts du chemin qui conduisait à l'euro!

Est-ce un échec, d'avoir relancé l'activité économique et amélioré notre compétitivité par la baisse des charges sociales

patronales sur les bas salaires et par la diminution du taux d'imposition des PME?

Est-ce un échec, d'avoir profondément réformé, et donc sauvé, notre système social, dont le déficit a été ramené de 1% du PIB en 1995 à 0,6% en 1997? D'avoir instauré la discussion annuelle d'une loi de financement de la Sécurité sociale, ce qui soumettait enfin son budget au contrôle du Parlement? D'avoir créé les Agences régionales de l'hospitalisation, devenues depuis les ARS? D'avoir mené une politique de la Ville ambitieuse en créant les zones franches urbaines, une politique du logement en instituant le prêt à taux zéro, d'avoir stabilisé le taux de chômage alors qu'il augmentait auparavant de 3 points chaque année, d'avoir revalorisé le rôle du Parlement, d'avoir mené une politique de fermeté en matière d'immigration clandestine, et d'avoir mené à bien la professionnalisation des armées?

Non, bien évidemment: si on considère objectivement le bilan, les actions menées et les mesures décidées, et dont la plupart sont encore en place, nous avons fait gagner du temps à la France, nous avons réussi des réformes indispensables et qu'il ne fallait plus reculer.

Peut-être, oui, si l'on s'en tient uniquement au souvenir que beaucoup en ont gardé: celui d'un pays paralysé par les grèves et impossible à réformer. Et l'image, contradictoire d'ailleurs, d'un Premier ministre obstiné, « droit dans ses bottes », aveugle et sourd au mécontentement et, en même temps, incapable de tenir le cap et cédant à la rue.

Deux moments résumant, en un raccourci saisissant, la période 1995-1997:

Lorsque je présente en novembre 1995 le plan de réforme de l'assurance maladie et du système de retraites, je suis applaudi par la quasi-totalité de l'Assemblée Nationale et un grand

quotidien titre: « Juppé, l'audace ».

Deux ans après, l'éditorialiste du même journal dresse le constat terrible d'un Premier ministre rejeté par l'opinion et devenu le bouc émissaire de sa propre majorité politique.

J'ai eu le temps pour ma part de faire le bilan lucide de cet épisode. Je viens d'en rappeler les réussites, injustement ignorées. J'en reconnais les deux échecs principaux: réformer à la fois l'assurance maladie et les régimes spéciaux de retraites, c'était vouloir aller trop vite et exiger trop des Français en même temps; ils ne l'ont pas accepté. J'avais bien expliqué l'une de ces réformes, et trop peu expliqué l'autre. Et je n'ai pu, malgré ma volonté de réconcilier, surmonter les divisions de la majorité, ce qui a conduit à la dissolution.

J'ajoute une autre défaite: celle de l'image. Elle est moins grave parce qu'elle n'était pas une défaite pour notre pays, mais pour moi seulement, même si elle a inévitablement eu des répercussions politiques. J'en suis totalement responsable. Dire d'une grande entreprise publique, il s'agissait de Thomson en l'occurrence, qu'elle ne valait qu'un franc symbolique, était stupide et ne pouvait qu'être ressenti comme un affront par les collaborateurs de cette entreprise qui en tiraient le sentiment que leur travail était méprisé. Ne pas reconduire huit femmes sur douze à l'occasion d'un remaniement ministériel eut également un effet dévastateur; ce n'était évidemment pas leur sexe qui était en question, mais cela contribuera pour longtemps à alimenter la légende de l'homme entêté, hautain et incapable d'écouter.

Je suis donc en mesure de tirer, sereinement dorénavant, deux leçons principales de cette période.

La première est qu'on peut réformer la France: je l'ai fait, quoi qu'on dise, en 1995-1997.

La deuxième est qu'il faut avoir reçu un mandat clair des Français pour le faire: ils avaient voté pour la «réduction de la fracture sociale», pas pour la réforme des retraites, même si dans mon esprit les deux sont indissociables.

Oui, on peut réformer la France. Mais je sais maintenant qu'on n'y réussira pas sans l'adhésion des Français.

2007-2010-2012... et après?

Nicolas Sarkozy et moi nous connaissons depuis longtemps.

C'est peu de le dire: nous nous ressemblons peu, ni physiquement, ni du point de vue du caractère, de l'émotivité ou des goûts. Nous avons malgré tout des histoires personnelles qui pourraient se comparer; nous ne sommes ni l'un ni l'autre des héritiers et ce que nous avons obtenu ou réussi, nous le devons à nos mérites et pas à nos origines sociales; nous avons l'un et l'autre connu des réussites et des échecs, vécu des moments où l'on est entouré et adulé et d'autres où les regards se détournent de vous. Nous venons enfin de la même famille politique, le mouvement gaulliste, où nous avons milité, lutté et travaillé ensemble, pendant longtemps. Il me semble même qu'il s'y est engagé avant moi.

Nous avons mené les mêmes combats, nous nous sommes opposés dans d'autres, nous avons eu des différends et nous en aurons encore. C'est la vie politique, et d'une certaine façon, c'est la vie tout simplement. Il n'en reste pas moins qu'il y a entre nous, je crois, une estime réciproque.

Après 1995, j'avais trouvé dommage qu'il ne puisse plus, autant qu'il le souhaitait, apporter sa contribution au combat commun. J'étais pour la réconciliation, la plus rapide possible, avec ceux que l'on appelait les «balladuriens» et j'ai plaidé pour son retour au gouvernement en 2002. N'étant pas en situation de me présenter en 2007, il était normal que je le soutienne. Et en avril 2007, j'entrais à nouveau sur sa proposition au gouvernement comme ministre d'État, ministre de l'Écologie, du Développement et de l'Aménagement durables.

L'idée de rassembler, en un seul ministère étendu, des administrations de cultures différentes et souvent opposées, et de mettre l'énergie et les transports au service du développement et de l'aménagement durables était proprement révolutionnaire. Et j'étais convaincu de l'urgence à agir.

«Juppé écologiste», cela peut surprendre. C'est peu à peu que j'ai pris une complète conscience de l'importance et des enjeux des préoccupations environnementales. Comment faire face dans un proche avenir aux conséquences du réchauffement climatique, à l'épuisement des nappes phréatiques et des ressources halieutiques, à l'accumulation des déchets et des produits toxiques, à l'explosion incontrôlée du fait urbain dans le monde en développement? Jacques Chirac l'avait dit en 2002 lors du Sommet de la Terre de Johannesburg: «La maison brûle et nous regardons ailleurs». Mon séjour au Québec avait renforcé mes convictions sur ce qui était en train de se jouer: rien de moins que la survie de l'espèce humaine. J'avais même écrit un petit ouvrage là-dessus, où il était question de ne plus manger de cerises en hiver. Formule que j'avais empruntée, je crois, à Nicolas Hulot.

Ma défaite aux élections législatives, le mois d'après, a mis fin à l'aventure. Rien n'oblige à quitter un gouvernement quand on est battu, mais de quelle légitimité dispose-t-on quand on est désavoué par le peuple? J'avais pris cet engagement. Je l'ai tenu. Ce fut un crève-cœur: d'être battu à Bordeaux, évidem-

ment, mais aussi de ne pouvoir mener à bien les grands chantiers qui me passionnaient et qui étaient si importants pour notre pays. Il y eut, bien sûr, et je m'en réjouis, le « Grenelle de l'Environnement ». Mais quel dommage que Nicolas Sarkozy se soit peu à peu détourné des préoccupations environnementales qui étaient les nôtres au début de son quinquennat ! Jusqu'à les trouver ennuyeuses... Pour François Hollande, elles ne seront plus qu'une variable d'ajustement des équilibres internes de la gauche, même si la COP 21 a été un moment important de la mobilisation de la communauté internationale. Depuis, la maison continue de brûler et j'ai bien peur que nous ne continuions à regarder ailleurs.

Je m'en suis tenu, à partir de là, à la même attitude : soutien au Président de la République, mais liberté de pensée, de parole et, quand il fallait, de critique. Et servir, chaque fois que je pouvais être utile. J'ai présidé en 2010, avec Michel Rocard, la commission chargée de réfléchir à la programmation du Grand Emprunt, je suis revenu au gouvernement comme ministre de la Défense puis, en 2011, comme ministre des Affaires étrangères et européennes au moment où il fallait faire face aux conséquences des Printemps arabes.

Je suis fier de ce qui a été fait pendant cette période et n'entends pas me désolidariser, ou critiquer après coup, ce qui a été accompli. Le bilan est positif, de bonnes décisions ont été prises et le rôle de la France a été actif et digne dans un contexte que les bouleversements géopolitiques et la très rude crise financière rendaient incroyablement difficile. En matière de politique étrangère, le quinquennat 2007 n'a pas été perdu pour la France. Pour le reste, et notamment sur tel ou tel débat générateur d'inutiles fractures, ou sur la façon dont a été menée la campagne présidentielle de 2012, je me suis clairement exprimé et n'ai jamais caché mes réticences.

Cette liberté de parole a naturellement été la mienne depuis 2012 face à un pouvoir qui s'est rapidement discrédité par son inaction.

Ne revenons pas sur les problèmes internes qu'a connus l'UMP jusqu'en 2014, ce serait inutile. Concentrons-nous sur les questions essentielles : comment rétablir la confiance des Français dans la politique et dans ceux qui la font ? Quel projet leur proposer en 2017 pour que l'élection présidentielle ne soit pas celle de la colère, du rejet, ou de la revanche, mais celle de l'adhésion et du rassemblement ? Quelle personne pour l'incarner ?

Cela doit être tranché par la Primaire de la droite et du centre des 20 et 27 novembre prochains. Je m'y suis porté candidat.

Je n'ai pas toujours été convaincu par cette idée d'organiser des « primaires à la française ». Cette idée ne vient pas naturellement à un gaulliste : lorsque Charles Pasqua l'avait proposée, dans les années 90, pour éviter la multiplicité des candidatures au premier tour, j'étais plus que circonspect. Il est même possible que je me sois laissé aller à me moquer de la primaire du parti socialiste de 2011...

J'avais tort. Je ne suis pas sûr qu'elle ait désigné le meilleur, mais elle a désigné celui qui, in fine, l'a emporté. Et elle a constitué un bel exercice démocratique qui a suscité un intérêt réel des Français et qui a créé une vraie dynamique en faveur du candidat désigné.

La situation est désormais complètement différente. Depuis la première élection au suffrage universel direct en 1965, la droite et le centre ont toujours présenté plusieurs candidats au premier tour de l'élection présidentielle ; c'était ce premier tour qui tenait lieu de « primaire » dans un paysage politique français dominé par 4 partis principaux mais qui se résumait essentiellement à deux forces se rassemblant au 2^e tour : la droite et la gauche. La situation a vraiment changé un certain soir de 2002, le 21 avril exactement. Il y a dorénavant 3 forces dominantes : la gauche, d'ailleurs profondément divisée ; l'UMP, devenue Les Républicains, qui a vocation à rassembler

la droite et le centre, même si cette vocation initiale peut sembler bien lointaine aujourd'hui ; et le Front National. Le poids électoral de ce dernier ne nous garantit plus d'être présents au second tour et moins encore si nous partons en ordre dispersé au premier tour. La primaire, qui crée de fait une élection à quatre tours, permet de le garantir. C'est pourquoi son principe a été adopté, début 2013, et à plus de 90%, par ce qui s'appelait alors l'UMP. C'est pourquoi il est impératif que cette primaire soit la plus ouverte possible, au-delà des adhérents de tels ou tels partis, à tous ceux qui se reconnaissent dans nos valeurs communes et qui ne supporteraient pas que le choix pour leur pays se résume entre une gauche discréditée par ses échecs et une extrême-droite incohérente dans ses positions et qui mettrait l'unité nationale en danger.

Encore faut-il que cette primaire se passe bien et ne laisse pas des rancœurs, des rancunes, des ressentiments qui empêcheraient le nécessaire rassemblement autour du candidat choisi. Pour qu'elle soit une réussite, pour qu'elle soit le grand moment démocratique que tous les Français, et pas seulement ceux qui se reconnaissent dans nos valeurs, attendent, il y faut deux conditions.

Qu'elle soit convenablement organisée. C'est le cas jusqu'à présent et j'ai pour ma part toute confiance en la haute autorité et dans le comité d'organisation, présidés par des personnalités de talent, pour que cela reste le cas.

Qu'elle soit digne, ensuite. Et cela, ça dépend des candidats. Ils doivent se préoccuper de présenter leur projet, avant d'attaquer celui des autres. Bien sûr, les critiques et l'affrontement des idées sont inévitables, mais il serait absolument suicidaire que la compétition se résume au jeu des petites phrases et des attaques personnelles : les Français ne nous pardonneraient pas un épisode similaire à celui que nous avons vécu dans la foulée de l'élection du président de l'UMP en 2012. Je m'en tiens, pour ma part, à une campagne digne, concentrée sur mon

projet et, j'espère, respectueuse de celui des autres. Il y a des candidats à la candidature, il y a des candidatures de témoignage, et il y aura les candidats qui se présenteront réellement. Certains sont plus proches des valeurs que je porte, d'autres font des propositions que je trouve inutiles, voire risquées ; les uns m'apprécient... et il est bien possible que d'autres aient peu de sympathie pour moi !

Mais je veux les respecter tous, parce que j'estime que toutes et tous contribueront à enrichir le débat.

Et au soir du 27 novembre 2016, toutes et tous se rassembleront derrière le vainqueur de la primaire et l'emmèneront, jusqu'à la victoire, en 2017 !

LES 7 PILIERS DE LA CONFIANCE

« OK! On aime bien vos propositions. Elles vont dans le bon sens. Mais qu'est-ce qui nous garantit que, cette fois, vous aurez le courage d'aller jusqu'au bout de vos promesses? Que vous surmonterez les blocages, les grèves, les manifestations auxquels vous allez vous heurter? »

Que de fois n'ai-je entendu ces questions, dans la bouche de patrons de PME, mais aussi d'enseignants, de fonctionnaires ou d'ouvriers (ces dernières catégories ne sont pas toutes de gauche, loin s'en faut...). Elles sont devenues plus pressantes encore quand le gouvernement de Manuel Valls a dû édulcorer sa réforme du droit du travail, pourtant bien timide, face à la pression de la rue. Elles sont révélatrices de la défiance qui s'est creusée entre gouvernants et gouvernés. Un fossé. Défiance alimentée par les populismes, de droite et de gauche, qui font en permanence le procès des « dirigeants incapables et des élites déconnectées ». Les Français n'aiment pas leur « classe » politique. Le phénomène n'est pas nouveau, mais il atteint ces temps-ci un paroxysme. Echec sur le front du chômage; incapacité à garantir la sécurité au quotidien dans nos villes, nos quartiers et même nos villages; désarroi, voire fatalisme du pouvoir devant les attaques terroristes... il est vrai que les Français ne manquent pas de raisons d'en vouloir à des responsables politiques qu'ils mettent tous « dans le même sac ». Partagés entre déprime et colère, ils ne supportent plus les petites phrases, les querelles de personnes, l'affrontement des egos, les gros mensonges et les petits arrangements. Ils veulent des résultats.

Moi aussi, j'ai entendu l'avertissement: « Pourquoi vous faire confiance à vous plus qu'à d'autres? En quoi êtes-vous différent? Ferez-vous vraiment ce que vous dites? »

Je ne peux me contenter de répondre par des protestations de bonne foi. Les affirmations péremptoires du style: « Avec moi, vous allez voir ce que vous allez voir! » ne suffisent plus. Il faut donner des preuves.

Or, en l'espèce, la seule preuve, c'est... de faire. Et comment faire quand on n'est pas au pouvoir? Cercle vicieux.

Il faut pourtant briser ce cercle. Ne pas baisser les bras. Convaincre. Au doute, j'oppose donc mon discours de la méthode: annoncer la couleur avant; être prêt et agir vite; gouverner vraiment; ne faire qu'un seul mandat.

Je m'explique.

On me demande souvent ce que je ferai, si je suis élu, pendant mes 100 premiers jours à l'Élysée. Car tout se jouerait dans ce laps de temps. Après il serait trop tard pour faire accepter la moindre réforme. Je ne veux pas m'enfermer dans ce calendrier et j'ai bien l'intention d'agir pendant 5 ans.

Je réponds que mes 100 jours, à moi, sont ceux qui vont immédiatement précéder l'élection. C'est pendant la campagne, au moment de solliciter la confiance des Français que je veux annoncer clairement la couleur, expliquer sans ambiguïté ce que je ferai une fois élu. Au risque de surprendre. Au risque de déplaire. Je veux relever ce défi parce que je sais que les Français ont assez de bon sens pour faire la différence entre la démagogie électorale et le courage politique.

Ce que je veux leur présenter, ce n'est pas un projet pour séduire, pas un projet pour gagner une élection, avec ses propositions choc, ses fausses certitudes, ses affirmations péremptoires et ses solutions faussement simples qui soulèvent si facilement l'enthousiasme dans les réunions publiques, n'est-ce pas, mais qu'on ne voit jamais se traduire dans une politique gouvernementale.

Non, je veux leur proposer un projet crédible, un projet réalisable, un projet pour gouverner.

C'est moins spectaculaire? Sans aucun doute. Moins facile,

plus risqué? Peut-être. C'est un exercice plus complexe, car il s'agit de s'adresser à l'intelligence des Français, pas à leurs émotions, à leurs craintes ou à leurs emballements, aussi explicables et aussi légitimes soient-ils.

Ce risque, je le prends en connaissance de cause: dire ce qui est vrai est la première marque du respect qui est dû au Peuple.

Et c'est bien cette absence de respect qui est la première cause, avant même les échecs d'une politique, du discrédit qui a frappé les gouvernements, et en particulier l'actuel, qui se sont succédés depuis 2012. Car les tentatives de réforme, pourtant bien timides, amorcées par Manuel Valls sont évidemment en complet décalage avec les promesses de l'époque de François Hollande. Souvenons-nous: il était question à l'époque de combattre «la Finance», pas d'assouplir le code du travail! Pas de réformer le code de la nationalité! Pas d'annoncer l'ère Macron! Je comprends le sentiment de trahison – le mot n'est pas trop fort – ressenti par les électeurs de gauche et par une partie de la majorité parlementaire dont le gouvernement est obligé d'obtenir le soutien à coup de 49-3.

Nous aurions tort de nous réjouir de la déplorable situation actuelle: elle affaiblit la fonction présidentielle et l'autorité gouvernementale; elle ne décrédibilise pas seulement le Parti socialiste mais l'action publique dans son ensemble.

C'est pourquoi nous devons absolument tirer les leçons et, pour ma part, je ne me mettrai pas dans cette situation.

Je dirai la vérité sur les réformes que je juge nécessaires pour remettre le pays sur le bon chemin, y compris sur celles qui, dans un premier temps, ne seront pas forcément agréables. Et de deux choses l'une: ou bien les Français me donneront mandat de faire et je vois mal comment, au lendemain de l'élection, telle ou telle organisation ou tel ou tel groupe de pression pourrait les appeler à descendre dans la rue. Ou bien ils

refuseront mon projet et me préféreront un président à leur goût. Encore une fois, c'est un risque qu'il convient d'assumer car il est le seul qui soit respectueux de la démocratie et des Français.

Mais je sais aussi que cet argument n'est pas suffisant pour retrouver la confiance. Nous l'avons déjà entendue, la formule « tout dire avant pour tout faire après »... sans que pour autant les réformes soient effectivement faites. Tout dire est une condition indispensable, elle n'est pas suffisante pour obtenir la confiance.

Il faut ensuite être prêt. Et agir, vite, très vite, car la gravité des problèmes auxquels la France doit faire face l'impose. Le moins que l'on puisse dire, c'est que ni François Hollande, ni son équipe n'étaient prêts. Ils auront donné aux Français, pendant cinq longues années, le triste spectacle de l'improvisation, de l'amateurisme, de l'absence de visibilité et de stabilité, du pilotage à courte vue, des changements de cap et des zigzags permanents.

Pour ma part, et je l'annonce clairement et tranquillement : je suis prêt.

Les textes – projets de loi, projets d'ordonnance ou projets de décret – seront prêts, et pourront être rapidement déposés, discutés et adoptés dans la foulée de l'élection présidentielle.

J'en donnerai bien sûr le détail, au fur et à mesure, pendant la campagne.

La feuille de route des premiers mois sera ainsi clairement affichée. Les Français la connaîtront et se prononceront en pleine connaissance de cause.

L'expérience montre aussi qu'il ne suffit pas de promulguer des textes pour que les réformes suivent. Il faut y tenir la main

et, dans mon esprit, c'est la responsabilité principale du gouvernement et de ses membres. Le Président préside en donnant les orientations majeures, le gouvernement gouverne, en confiance avec sa majorité parlementaire.

Le choix des ministres est donc essentiel.

Je veux des ministres qui gouvernent vraiment. Ce n'est pas, à quelques notables exceptions près, le cas aujourd'hui, et sans doute cela ne l'a-t-il pas toujours été auparavant, y compris dans des gouvernements de droite, y compris dans des gouvernements que je dirigeais ou auxquels je participais.

Pour cela, il faut d'abord que les ministres aient du temps devant eux. Donnons du temps à l'action publique ! Nous avons presque, hélas, renoué dans la pratique avec l'instabilité ministérielle de la IV^e République ! Les ministres valsent. Combien de ministres de l'éducation nationale ou de la culture en 4 ans ? Combien de titulaires du portefeuille, pourtant essentiel pour la crédibilité de la France, des affaires européennes ? Quand le ministre change tous les ans ou presque, c'est l'administration qui gouverne. Il faut mettre un terme à cette situation, ce que je ferai immédiatement en nommant aux postes stratégiques les ministres pour la durée du quinquennat. Les ministres devront diriger leur département ministériel et leurs services, s'appuyer sur eux, et travailler en toute confiance avec des directeurs d'administration centrale au lieu de les « doubler » par des cabinets pléthoriques qui ne font que compliquer et retarder les processus de décision.

Si cela doit bousculer des habitudes, empêcher des recrutements de convenance ou remettre en cause des situations personnelles, eh bien soit ! C'est l'efficacité de l'Etat et le service rendu aux Français qui sont en jeu.

Enfin, je veux des ministres à plein temps et des ministres loyaux. C'est l'évidence même, dira-t-on ? La situation

actuelle, qui voit tel ministre afficher ses ambitions présidentielles, tel autre critiquer ouvertement un collègue et tous ou presque en appeler à l'arbitrage du chef de l'Etat contre le chef du gouvernement montre qu'il n'en est rien.

Ministres, faites de la politique! Pas la vôtre, pas celle d'une sensibilité singulière, pas pour mettre en valeur votre action propre ou défendre une féodalité administrative. Mais pour expliquer et soutenir la politique du gouvernement dont vous êtes membre et dont les grandes lignes auront été définies par le Président de la République. Voilà ce que seront la méthode et la pratique «Juppé», voilà ce que les Français attendent de nous pour rétablir l'autorité de l'Etat et l'efficacité de l'action publique. Voilà ce que j'annonce, dès maintenant.

Dernier point, et d'importance car c'est un engagement fort et de nature à crédibiliser ma méthode et mes engagements.

Je l'ai déjà annoncé, et je le redis ici: je ne ferai qu'un seul mandat.

Je précise que je ne le propose pas comme une règle constitutionnelle nouvelle devant s'appliquer dorénavant à l'élection du Président de la République, mais dans mon cas et pour le mandat courant de 2017 à 2022. Le quinquennat unique, c'est l'assurance d'un Président qui gouverne et décide pour le bien du pays et non pour lui-même. C'est la garantie que les candidats à la succession, en 2022, auront tout intérêt à miser sur la réussite de ce mandat et à ne pas parier sur son échec pour des raisons d'ambition personnelle. Car il faut en avoir conscience: face à la déception des Français et au discrédit qui pèse sur les acteurs de l'action publique, ce quinquennat pourrait bien être, pour notre famille politique comme pour l'ensemble des forces démocratiques, celui de la dernière chance.

Réussir, et réussir sur la durée, tel est l'enjeu.

Une méthode, aussi cohérente soit-elle, des mesures opérationnelles, d'apparence forcément un peu technique, n'y suffiront encore pas. La clef tient en un simple mot: confiance.

La France est entrée, depuis quelque temps, en défiance: envers ses gouvernants, ses élites, ses corps intermédiaires, l'Europe, la mondialisation, le progrès, l'avenir et, pire encore, ses propres talents. Il faut faire tomber ce mur de défiance.

Mais la confiance ne se décrète pas. Aucune loi nouvelle ne pourra disposer que «la confiance sera rétablie en France à compter de mai 2017». La confiance se construit, elle se communique, elle se propage.

Je veux vous faire partager la mienne en vous expliquant ce qui la nourrit en moi.

La famille

J'ai confiance d'abord dans ce qui est le premier cercle de ma vie de chaque jour, comme elle l'est, j'en suis sûr, de la vôtre: ma famille.

Je m'y sens bien. C'est en famille que je suis vraiment moi-même, naturel, sans masque. Ma famille est ce qu'on appelle une famille recomposée. Je me suis marié une première fois alors que je n'avais pas 20 ans. Mariage d'amour qui a duré... 25 ans. Christine m'a donné deux enfants merveilleux qui, à leur tour, m'ont donné cinq petits-enfants que j'adore, trop souvent de loin hélas! En 1993, deuxième mariage d'amour. Isabelle entre dans ma vie. Elle a déjà deux enfants (et aujourd'hui un petit-fils) que je considère aussi comme les miens. Et Clara, notre fille chérie, vient au monde en 1995...

à Matignon. Tous ensemble, nous avons des liens étroits, construits sur le respect, l'affection sincère et une bonne dose d'intelligence. Tous ensemble, nous fêtons Noël, les anniversaires et autres moments de joie. Cela fait du monde, plus encore quand on ajoute la famille d'Isabelle, trois frères et sœurs admirablement unis autour de leur père devenu veuf trop tôt. Si je vous dis tout cela, c'est pour montrer que le mot de famille recouvre aujourd'hui des réalités très diverses: familles dites traditionnelles, familles recomposées (pas toujours dans l'harmonie, je mesure ma chance...), familles monoparentales, si nombreuses. Mais, quelle qu'en soit la forme, la famille reste dans notre société un repère fondamental. Les Français la citent presque toujours en premier lieu quand on les interroge sur ce à quoi ils tiennent le plus dans la vie. Je veux donc faire de la famille un des piliers de la confiance dont notre pays est en quête.

La France a eu, depuis la fin de la Deuxième guerre mondiale, une politique familiale exemplaire que beaucoup de pays développés nous ont enviée, et que certains, comme nos voisins allemands, continuent à nous envier. Elle a été malmenée depuis 4 ans. La réforme des allocations familiales, celle du quotient familial ou du régime fiscal des emplois familiaux ont gravement pénalisé les familles et notamment celles des classes moyennes. Je mettrai un terme à cette dérive qui ébranle notre cohésion sociale. Dans mon cahier « Agir pour la famille », je propose notamment de relever le plafonnement du quotient familial et d'alléger les charges de l'employeur sur les emplois à domicile. Je fais donc le choix, non d'une baisse générale de l'impôt sur le revenu pour tous les Français, mais d'une forte baisse de l'impôt sur le revenu des familles. Le coût est similaire, mais plutôt que le saupoudrage, je privilégie la concentration, au profit de la solidarité immédiate, de la famille, de la vie. Je préconise aussi de faciliter les modes de garde pour permettre une meilleure harmonie entre vie familiale et vie professionnelle. La politique familiale de la France a longtemps été exemplaire; en s'adaptant aux réalités familiales nouvelles,

particulièrement la situation souvent précaire des familles monoparentales, c'est-à-dire, presque toujours, des mères seules avec leurs enfants, elle doit le redevenir!

J'ai conscience que l'environnement moral dont notre société entoure la famille est tout aussi capital que telle ou telle mesure financière. Certes le cri d'André Gide: « Familles, je vous hais! » n'a plus guère d'écho, sinon dans des cercles restreints. Mais des débats récents, parce qu'ils ont été mal menés et qu'ils étaient inspirés par des considérations idéologiques, ont pu inquiéter les militants de la cause familiale. Je pense bien sûr à la question du mariage pour tous.

J'ai pris sur ce point une position constante et claire: je ne reviendrai pas sur cette réforme qui correspond à l'état actuel des mœurs dans notre pays. Je comprends et je respecte le trouble, voire le rejet qu'elle a pu susciter chez certains de nos concitoyens, ébranlés au plus profond de leurs convictions. Je leur demande simplement de comprendre et de respecter à leur tour les conceptions d'une autre partie importante de leurs compatriotes. Le temps est venu de l'apaisement et de la compréhension mutuelle.

En revanche, certaines limites ne doivent pas être franchies, celles qui touchent à la dignité même de la personne humaine. Je me battraï avec la plus grande énergie contre la légalisation de la gestation pour autrui qui n'est qu'une forme de marchandisation du corps de la femme et une étape vers un véritable saut anthropologique. La marchandisation du corps humain avec ses potentielles dérives eugénistes, racistes et totalitaires est absolument intolérable. Voulons-nous d'un monde où l'on fabriquerait des bébés sur commande, avec la liste des caractéristiques physiques, ou intellectuelles désirées? Alors donnons-nous les moyens juridiques de refuser cette dérive, de résister aux intérêts financiers qui sont en jeu et d'éviter qu'on nous impose de l'extérieur la GPA. Pour les mêmes raisons je reste également attaché à ce que la procréation médicalement assistée soit réservée à

des couples hétérosexuels en situation de stérilité.

Faut-il interdire l'adoption aux couples homosexuels? Cet interdit est de fait déjà levé et il est vrai qu'un enfant peut s'épanouir au sein de ce type de famille. C'est l'intérêt de l'enfant, lorsqu'il est déjà là, qui doit primer.

Une fois encore, j'appelle sur ces questions, à l'apaisement entre tous les Français. Il me semble que, sur les bases que je viens d'énoncer, cet apaisement vient doucement. Ne provoquons pas de nouveaux clivages.

L'École

Le deuxième cercle où, dans ma vie, j'ai construit ma confiance, il y a déjà longtemps, diront certains! – c'est l'école. Je souhaite au plus profond de moi-même que l'école reste, pour nos enfants et leurs parents, le creuset de la confiance en soi et dans les autres.

Je pense à mon école, à Mont-de-Marsan, à mon collège, mon lycée... Des noms et des visages me reviennent à l'esprit: ceux de mes maîtres. « Maîtres », quel beau nom, et quel respect il inspirait! Instituteurs – j'aime bien ce titre aussi, qu'on a abandonné –, professeurs dès la 10^{ème}, 9^{ème}, 8^{ème}, 7^{ème}... on ne disait pas CE1, CE2, CM1, CM2 en ce temps là. Je me rends compte à quel point ils m'ont marqué, à quel point leur enseignement mais surtout leur personnalité a laissé sur moi une empreinte durable. Et je sais que ce que je ressens l'est aussi par beaucoup de Français, par tous ceux qui ont eu la chance d'être heureux à l'école et aussi par ceux qui regrettent,

peut-être, de n'avoir pas pris conscience alors qu'ils auraient pu l'être, s'ils avaient fait plus d'efforts, ou s'ils avaient bénéficié de plus d'aide ou de compréhension... C'est toujours vrai: quand je parle de leurs études avec mes enfants, c'est toujours les « profs » qui surgissent dans la conversation, les « super » souvent, parfois les « nuls »... Cet âge est sans pitié. Oui, c'est bien souvent à l'école, et dès les premières années, que tout se joue, les destins personnels comme l'avenir et l'équilibre de la société.

C'est la qualité des professeurs qui fait la qualité de l'éducation que reçoivent nos enfants, pardon de ce qui devrait être une évidence. Il faut donc miser sur eux, leur donner une formation adéquate, un statut matériel convenable et surtout de la considération et de la confiance. C'est une des idées directrices du livre « Mes chemins pour l'école » que j'ai consacré à la mère des réformes, celle de l'éducation nationale. J'insiste plus particulièrement sur le droit qu'il faut leur reconnaître à l'autonomie et à l'expérimentation. Un collègue en milieu rural, en centre-ville ou dans un quartier défavorisé n'ont ni les mêmes besoins ni les mêmes élèves et ne peuvent fonctionner de la même façon. C'est une évidence, et elle n'est pourtant pas prise en compte par notre organisation scolaire. Je propose de confier la gestion de 100% de la Dotation Horaire Globale aux équipes éducatives des établissements. Ce n'est pas une réforme technocratique de plus: c'est une réforme révolutionnaire. Les établissements pourront gérer librement les milliers d'heures d'enseignement qui se déroulent dans les établissements et sur lesquels ils n'ont aujourd'hui aucune prise. Si une équipe veut renforcer les mathématiques ou le français pour un petit groupe d'élèves de 6^e, ils pourront le faire. Si l'équipe estime qu'il faut renforcer l'histoire pour la 4^{ème} B elle pourra le faire. L'autonomie, assumons le terme, n'est pas l'anarchie mais la libération des énergies et des compétences de la communauté éducative, énergies et compétences trop souvent bridées et que les enseignants, à nouveau responsabilisés, ne demanderont qu'à déployer sous l'autorité du chef d'établissement qu'ils

auront choisi. C'est dans chaque établissement que l'équipe constituée autour du directeur, du principal ou du proviseur doit avoir toute la marge de manœuvre nécessaire pour adapter les horaires et les matières aux réalités du public scolaire. On voit bien que les réformes des programmes conçues de manière centralisée et bureaucratique, parfois rédigées dans un sabir qui ferait rire s'il ne s'agissait pas du quotidien de nos enfants, ne marchent pas. La dernière en date déchaîne même un tollé dans le corps enseignant, tant elle veut imposer, dans l'impréparation, un dispositif à la fois rigide et flou sans implication véritable des maîtres. A quoi s'ajoute la sempiternelle défiance envers le mérite et l'excellence qui conduit à dissoudre les dispositifs d'apprentissage renforcé des langues étrangères tels que les sections européennes ou à réduire la place du latin accusé d'être « élitiste » ! Tout ne fonctionne pas bien ? Donc, supprimons ce qui marche ! Certains ne bénéficient pas d'enseignements d'excellence ? Très bien, supprimons-les pour les autres ! Voilà quelle a été la philosophie éducative du gouvernement actuel. Je n'accepte pas cette obsession idéologique du nivellement, je refuse qu'on se résigne à la baisse du niveau pour tous, faute de se donner les moyens de l'élever pour le plus grand nombre. Je veux au contraire faire confiance aux équipes de terrain qui seront aussi à même de mieux personnaliser les parcours scolaires.

C'est une autre idée force de mon livre : dès le plus jeune âge, il faut aider plus ceux qui en ont le plus besoin, sans retarder pour autant les meilleurs. C'est très jeune que les inégalités se creusent. Elles ne sont jamais rattrapées. Or la France, à la différence des grands pays qui réussissent, se caractérise par un investissement massif au milieu de la scolarité (collège et plus encore lycée) et moins sur le début de la scolarité et le supérieur. Je veux inverser cette tendance et investir massivement sur les 4 premières années (maternelles et CP) du primaire. C'est pourquoi je propose d'alléger fortement les effectifs des toutes petites classes et d'organiser un rattrapage régulier sans attendre l'entrée en 6^{ème}. De même au collège qui doit rester

unique ou en tout cas commun sauf à répartir, dès le début de l'enseignement secondaire, les enfants dans deux filières séparées. Mais collège commun ne veut pas dire collège uniforme ; ici encore la personnalisation des parcours doit tenir compte du degré de maturité et de connaissance des élèves ; c'est l'équipe éducative de l'établissement qui peut le mieux en juger.

Face au défi que nous lance la radicalisation des esprits, l'école retrouve enfin l'une de ses missions fondamentales : armer intellectuellement nos jeunes pour que leur capacité de jugement propre, leur libre-arbitre, leur esprit critique leur permettent de se défendre contre les propagandes, les fanatismes, les dérives sectaires qui les menacent sur le web ou ailleurs. Lire, écrire, compter, mais aussi raisonner. Raisonner pour prendre confiance en soi. Faire en sorte, comme le disait un célèbre Bordelais nommé Montaigne, que nos enfants aient des « têtes bien faites » autant que « bien pleines ». Tout ce travail doit naturellement se faire avec la participation des familles.

La ville, le quartier, le village, la commune

Troisième cercle de confiance : ma ville, mon quartier, mon village, ma commune.

Nous sommes tous de quelque part et il est rassurant de constater que le vaste mouvement de mondialisation qui est à l'œuvre sur la planète s'accompagne d'un puissant besoin de retrouver ses racines. Village global, nation, et petite patrie : l'identité se nourrit de toutes ces appartenances et n'en exclut aucune.

Je reviens toujours à Mont-de-Marsan avec un pincement au cœur. De tous mes mandats politiques, celui qui m'a donné le plus de bonheur, c'est celui d' élu local, de maire. 12 ans dans le XVIII^{ème} arrondissement de Paris, ville dans la ville où j'ai laissé tant d'amis. Et Bordeaux, ma ville depuis plus de 20 ans! Que de travail, avec de merveilleuses équipes; que de combats électoraux, tous gagnés sauf un; que de fierté de voir une ville transfigurée dans son corps et dans sa tête. J'espère avoir le temps de terminer un jour le « Dictionnaire amoureux de Bordeaux » dont j'ai entrepris la rédaction.

« Technocrate! » m'a dit un jour un passant de rencontre. « Viens-y voir sur le terrain! » aurais-je dû lui répondre du tac au tac.

J'entends souvent dire qu'il y aurait trop d'élus en France. 600 000, pensez donc. Il est sûr qu'il faudra réduire le nombre de parlementaires. Mais les élus locaux, les maires? Je soutiens qu'ils sont l'ossature du corps de la République, qu'ils constituent, dans les petites communes notamment, le plus vaste réseau de travailleurs sociaux bénévoles, toujours en première ligne au service de leurs concitoyens qui ont le réflexe de s'adresser à eux dès que surgit un problème. A tous ceux qui se préoccupent du déclin de nos espaces ruraux, je dis: commencez donc par conforter les communes qui sont l'échelon de proximité le plus en symbiose avec la vraie vie. Il faut bien sûr favoriser les rapprochements, la mutualisation des compétences et des moyens qui peuvent générer les nécessaires économies de gestion, les communes nouvelles, mais à condition que ce soit sur la base du volontariat et des affinités électives, pas sur décision administrative!

La cohésion nationale, cela passe aussi par la commune, le village, le quartier, et la ville comme lieux de confiance partagée.

Le travail

Nous passons beaucoup de notre temps au travail, du moins ceux qui ont la chance d'en avoir un. Je voudrais que nous puissions tous y trouver aussi un espace de confiance. Je le reconnais: ce n'est ni facile ni évident.

Quand on parle travail dans les programmes politiques, c'est la plupart du temps en termes de quantité: travailler plus, sortir des 35h, faire reculer l'absentéisme, retarder l'âge du départ à la retraite. Toutes ces réformes seront nécessaires: la France ne retrouvera pas son rang de grande puissance économique si les Français travaillent moins que la plupart de leurs partenaires européens, dans la semaine, dans l'année, dans la vie. Quand un pays travaille plus, il produit plus de richesses et, si elles sont bien réparties, c'est tout le monde qui en profite.

Mais la quantité n'est pas tout. Je veux faire de la qualité au travail, à l'usine, au bureau, en entreprise, en administration un objectif de politique économique et sociale. C'est un enjeu d'épanouissement des travailleurs en même temps que de performance de l'entreprise. Les patrons les plus modernes l'ont bien compris.

Je retiens deux façons d'y parvenir. D'abord faire de l'entreprise (et je devrais dire la même chose des administrations publiques) le lieu privilégié du dialogue social. C'est à cette échelle qu'il est le plus fructueux, plus que dans les grandes messes interprofessionnelles. Il y fonctionne d'ailleurs bien et de nombreux accords sont signés à ce niveau, y compris par les syndicats les plus revendicatifs. C'est pourquoi je veux faire prévaloir, sans les entraves de loi El Khomri, l'accord d'entreprise sur l'accord de branche. A titre d'exemple, je veux renvoyer au dialogue social dans l'entreprise la négociation sur la durée du travail.

Deuxième voie de progrès: l'innovation sur les conditions de travail, la motivation au travail, la prise de responsabilité même aux échelons réputés modestes, le bien-être au travail et, dans l'entreprise privée, le développement de la participation, de l'intéressement, de l'actionnariat salarié. Il ne saurait être question pour moi d'imposer ces évolutions par de nouvelles normes ou obligations légales. C'est la vertu de l'exemple et la créativité des partenaires sociaux qui doivent jouer. Certaines entreprises montrent audacieusement la voie. Beaucoup de leurs initiatives sont transposables dans le secteur public qui ne doit pas être en retard d'un progrès social. L'Etat pourrait accompagner non en obligeant mais en récompensant les initiatives les plus fructueuses.

Un jour où je parlais de l'épanouissement au travail, l'un de mes amis m'a rétorqué: « Parle pour toi et pour tous ceux qui prennent leur pied au travail. Pense à ceux qui le subissent au quotidien ». C'est vrai. Il faut s'attaquer à cette inégalité là aussi et je suis persuadé que c'est possible.

Voilà mes quatre premiers cercles ou piliers de confiance dans la vie: la famille, l'école, la commune, le travail. Ce sont tous des lieux de proximité où chacun devrait pouvoir trouver ses repères et donner du sens à son existence.

Je voudrais m'éloigner maintenant quelque peu du quotidien, encore que, finalement, tout y ramène.

L'Etat

L'Etat est souvent perçu comme lointain. Et pourtant, plus que jamais, c'est vers lui que nous nous tournons pour demander protection. Je l'ai écrit sans hésitation ni réserve, je suis « Pour un Etat fort » (titre de mon livre publié en janvier dernier) dans les domaines où il est le seul à pouvoir exercer la souveraineté, c'est-à-dire là où il dispose du monopole de la contrainte physique légitime. Je suis pour un Etat qui se donne les moyens de protéger ses citoyens, et pour un Etat qui fait preuve d'une volonté inébranlable d'assurer ce qui est la première de nos libertés.

J'ai traité de quatre responsabilités régaliennes majeures dans mon livre: la sécurité au quotidien avec la nécessité de concentrer les forces de l'ordre sur leur cœur de métier en les libérant des contraintes administratives que du personnel civil peut remplir et en simplifiant la procédure; la réponse pénale à apporter à la montée de la criminalité et de la délinquance et je veux notamment supprimer les réductions automatiques des peines; le fonctionnement de la Justice avec la création de 10 000 places de prison; le contrôle des flux migratoires avec la mise en place d'un mécanisme de quotas, sur le modèle du Québec; le respect de la laïcité et ma proposition d'un dialogue solennel entre l'Etat et le culte musulman pour l'organiser et trancher les questions en débat sur la nomination et formation des imams, la transparence du financement des mosquées. J'ai déjà longuement développé mes propositions sur tous ces points. Je n'y reviens pas plus ici.

Je viens de compléter mon travail par la publication d'un cahier « Agir pour la défense ». Vous y trouverez mes engagements: résolution à ne pas baisser la garde face à des menaces multiples; volonté de donner à nos armées les moyens d'assumer les missions que leur fixent les autorités politiques et de consentir, sur la durée, les efforts budgétaires nécessaires;

confiance dans nos soldats et dans leurs chefs qui forment aujourd'hui l'une des meilleures armées du monde.

La question du rétablissement du service militaire obligatoire revient souvent dans les débats, surtout de la part de ceux qui l'ont accompli dans leur jeunesse. Je veux y répondre en toute sérénité. Mon gouvernement a procédé en 1995/96 à une réforme absolument indispensable : celle de la professionnalisation de nos armées. C'était un mouvement général dans toutes les armées modernes. Il était inéluctable et ce n'est pas une armée de conscription qui pourrait aujourd'hui accomplir les missions que nous confions à nos soldats au Sahel ou en Syrie. Rétablir en 2016 ou 2017 un service militaire obligatoire pour les plus de 750 000 jeunes gens et jeunes filles (car la mixité serait incontournable) d'une classe d'âge n'aurait aucun sens. Pour donner une idée des chiffres, pendant les dernières années du service national obligatoire, seuls 250 000 garçons étaient appelés – pas tous d'ailleurs dans le cadre d'un service militaire. Le flux de jeunes à gérer serait donc aujourd'hui trois fois plus important. Nos armées n'en ont ni les moyens ni la vocation. En revanche, il est regrettable que le projet d'un service civil ou civique qui accompagnait ma réforme n'ait pas connu le développement souhaitable. Il faut augmenter ses capacités existantes, étendre des formules comme le SMA (service militaire adapté) qui, outre-mer, donne d'excellents résultats pour l'insertion de jeunes en difficulté. De même pour l'EPIDE (établissement pour l'insertion dans l'emploi) qui ne dispose que d'une vingtaine de centres, dont l'un à Bordeaux, qui fonctionnent remarquablement.

Certains regrettent la mixité sociale qui caractérisait les contingents de l'ancien service militaire, facteur de connaissance réciproque entre jeunes Français et facteur de cohésion nationale. Je comprends cet argument, même s'il ne faut pas le surestimer. Mais il n'en reste pas moins que le rôle des forces armées est avant tout d'assurer la défense de notre territoire et de nos intérêts vitaux. Pas de créer du lien social ni de pallier

les déficiences du système éducatif en ce domaine!

Affirmer cette vision exigeante du rôle de l'Etat, est-ce être « étatiste » ? Essayons de sortir de ces catégories caricaturales ! Je veux un Etat fort dans ses fonctions régaliennes, je viens de l'écrire. Je veux dans le même temps libérer notre économie et notre société du carcan de normes et de prélèvements obligatoires qui paralysent l'initiative. Est-ce la démarche d'un « étatiste » ou d'un homme d'Etat ? A chacun de se faire son opinion.

L'Europe

Un cercle plus loin et j'arrive à l'Europe.

Je sens tout de suite le risque de provocation ! Parler d'Europe alors que je cherche à fonder sur de solides piliers la confiance dont la France a besoin ! S'il y a bien un mot, une idée, une institution qui, en ce moment, soulève la défiance, c'est à coup sûr l'Europe.

Je le comprends mais je ne m'y résigne pas. Je persiste à vouloir faire campagne pour l'Europe et convaincre que l'Europe, elle aussi, peut nous protéger et nous aider à reprendre confiance. Certes il faudra changer beaucoup de choses dans la manière dont l'Europe fonctionne. Le Brexit, la sortie de la Grande-Bretagne qui reste pour nous tous une mauvaise nouvelle, peut néanmoins nous y aider. A condition que nous n'éludions pas les vraies questions. L'Union Européenne peut-elle continuer à s'élargir ? Non, pas dans le court terme ; on ne construit pas des étages supplémentaires sur une maison qui se lézarde, on la répare d'abord. Et même pour le long terme, il faut cesser

de laisser croire à la Turquie qu'elle pourra adhérer un jour. Elle n'en a pas la vocation, de moins en moins le désir et, malheureusement, s'éloigne de plus en plus actuellement, dans sa pratique politique et sociale, des valeurs démocratiques et de respect des droits de l'Homme qui sont celles de l'Europe. La Turquie doit être un partenaire privilégié, bien sûr. Nous devons le souhaiter et c'est notre intérêt. Mais Etat-membre, non, et il faut avoir le courage et la franchise de le dire à nos amis turcs.

L'Union doit-elle continuer à s'occuper de tout ou presque tout, et à produire sans cesse des textes et des normes? Non, elle doit revenir à l'essentiel et respecter le périmètre de compétence des Etats-membres. La zone euro a-t-elle trouvé la stabilité durable? Non, il faut permettre une meilleure convergence de ses économies en travaillant à rapprocher nos systèmes fiscaux et sociaux.

Pourtant, malgré toutes ces imperfections et quelques autres, l'Union Européenne reste une construction admirable, sans autre exemple dans le monde entre des Nations qui se sont tant battues. Et je suis sûr que demain, nous serons plus forts pour affronter les turbulences du monde si nous sommes dedans plutôt que dehors. Pour reconquérir la confiance de ses peuples, l'Europe doit montrer qu'elle sait être protectrice. La monnaie unique nous a protégés et doit continuer à le faire si la zone euro se donne les moyens de la stabilité, je viens d'en parler. Si nos négociateurs renoncent à une vision angélique de la concurrence et défendent pied à pied nos intérêts, comme nous avons su le faire dans le passé, nous serons plus forts ensemble que séparés dans les discussions commerciales internationales.

Mais, pour mieux protéger les Européens, l'Union doit s'atteler prioritairement à deux chantiers.

En premier lieu celui du contrôle de ses frontières. La crise

des derniers mois a démontré que le statu quo n'est plus tenable. Il faut savoir quels sont les pays qui veulent vraiment contrôler les frontières externes de la zone à laquelle ils appartiennent et s'ils veulent s'en donner les moyens. Sur ces bases, il faut conclure de nouveaux accords qui permettront d'harmoniser efficacement nos politiques d'asile et d'immigration. Je dis harmoniser et pas unifier car les situations diffèrent entre nous, les besoins de l'Allemagne par exemple ne sont pas ceux de la France. Mais nous avons encore beaucoup de progrès à faire pour éliminer les incohérences. Ces nouveaux accords devront surtout permettre la mise en place rapide d'une véritable agence de contrôle, Frontex 2, dotée des moyens juridiques, budgétaires et humains qui lui permettent de faire son travail. On en parle, on en parle, on annonce la création d'un corps de garde-frontières. Mais sur le terrain, il ne se passe pas grand-chose. Je sais parfaitement qu'il n'existe aucune frontière étanche... sauf peut-être en Corée du Nord. Je sais que la vraie solution à moyen et long terme, c'est le règlement politique des conflits qui font fuir tant de leurs victimes sur les routes du monde; c'est aussi la réduction des inégalités, de la pauvreté, de la misère qui chassent tant de malheureux de la terre où ils aimeraient pourtant vivre. Mais ces défis stratégiques qu'il faut relever ne doivent pas servir d'alibi à l'inaction aux frontières.

L'Europe protectrice, l'Europe qui donne confiance parce qu'elle protège ses citoyens, c'est en second lieu une Europe qui ne peut pas continuer à négliger à ce point sa sécurité collective. Le monde est lourd de menaces. Les nationalismes se durcissent partout, les puissances font toutes des efforts d'armement considérables. Et pendant ce temps là... l'Europe de la défense musarde. Il serait injuste de dire que rien n'a été fait depuis le sommet de Saint-Malo... en 1998, où la France de Jacques Chirac et la Grande-Bretagne de Tony Blair avaient franchi un pas important en reconnaissant la complémentarité entre OTAN et Défense européenne autonome. Mais les concrétisations ont été modestes, peut-être peut-on citer l'opération *Artémis* en République démocratique du Congo ou

l'opération *Atalante* pour lutter contre la piraterie le long de la Corne de l'Afrique. Mais de sommet européen en sommet européen, la Grande-Bretagne s'est toujours opposée à toute avancée vers quelque forme d'intégration que ce soit, par exemple un Quartier Général commun. J'en ai fait moi-même l'expérience en 2011 en tant que chef de notre diplomatie. Nous avons pourtant une très fructueuse coopération bilatérale avec le Royaume-Uni dans le cadre du traité de Lancaster House. Il faut la poursuivre, même après le Brexit. Mais ceux qui, comme moi, espéraient que ce serait la première pierre d'une défense européenne commune, se sont trompés.

Le contexte est aujourd'hui différent. La prise de conscience se fait dans les grands pays de l'Union qui peuvent avoir un rôle à jouer en matière de défense. Il est prématuré, sans doute, de parler d'armée européenne. Mais la signature récente d'un accord entre Nexter et KMW, entreprises française et allemande constructrices de blindés, montre que la mutualisation de nos équipements et de nos bases industrielles et technologiques de défense peut progresser. L'Allemagne vient d'augmenter sensiblement son budget de défense. Elle envisage de mettre en œuvre une disposition importante du traité de Lisbonne qui ouvre la possibilité de « coopérations structurées permanentes » de défense entre les Etats-membres qui le veulent. La France doit absolument s'engager dans cette voie. Elle le fera de manière d'autant plus crédible qu'elle aura repris elle-même un effort budgétaire significatif pour sa Défense Nationale, comme je l'ai proposé dans mon cahier « Agir pour la Défense ».

Je vous ai invité à cheminer avec moi sur la route de la confiance, en partant du cercle le plus intime, celui de la famille, jusqu'à l'un des plus larges, celui de l'Europe.

L'amour de la France

Il faut un fil conducteur à cette quête, qui est pour moi fondamentalement politique. Ce fil conducteur s'impose comme une évidence à mes yeux : l'amour de la France.

Vous savez l'idée que je me fais de notre pays et de son « identité heureuse », dont je ne cesserai de faire mon objectif. Un pays riche et respectueux de sa diversité. Nous ne sommes pas tous pareils, n'est-ce pas ? Nous avons des origines, des couleurs de peau, des croyances ou des religions différentes. Le nier serait absurde et dangereux. Je disais récemment à Nouméa, puis à Papeete que la France ne serait pas complètement la France sans ses Outre-mers qui nous apportent une présence stratégique sur la planète entière, la deuxième plus vaste zone économique exclusive du monde avec les immenses ressources de ses mers, et une richesse humaine et culturelle précieuse. Dans l'hexagone lui-même, quelle merveilleuse diversité entre nos territoires, leurs types humains, leur histoire, leurs traditions, leurs paysages, leur gastronomie, etc.

Mais cette diversité fait aussi un pays, une patrie, une Nation. L'identité heureuse c'est un nouveau patriotisme.

D'abord parce que nous refusons toute forme de communautarisme, qui est repli sur soi et refus de l'autre.

Ensuite parce que nous partageons, nous cultivons un bien commun qui nous rassemble, qui nous unit, qui nous soude, qui nous donne confiance.

Ce bien commun, c'est notre histoire, notre patrimoine matériel et immatériel, notre culture, nos racines les plus intimes. Racines judéo-chrétiennes bien évidemment : que comprendre de la France si l'on ne connaît pas cet héritage multiséculaire ? C'est pourquoi il faut le partager avec les nouveaux arrivants,

pour leur donner les clefs de compréhension du peuple au sein duquel ils veulent s'intégrer. Comment aimer son pays si on ne connaît pas son histoire, si on est indifférent à ses paysages, si on ne comprend ni les œuvres qui y ont été créées ni les monuments qui y ont été élevés ?

Le bien commun de tous les Français, ce sont aussi des valeurs, celles des Lumières qui ont ouvert la voie à 1789, celles de la République que ses fondateurs ont eu le génie de résumer dans une devise immortelle, qui n'a pas pris une ride : « Liberté, Egalité, Fraternité ». Et, en découlant, l'Etat de droit, l'égalité entre les femmes et les hommes, la démocratie.

Le bien commun de tous les Français, c'est un principe qui nous est propre mais qui marque aussi notre identité : la laïcité dont j'ai longuement parlé dans mes interventions.

Vous avez remarqué qu'en énumérant les principes et valeurs qui font notre bien commun, je n'ai pas parlé d'amour. Or il faut oser parler d'amour.

La France, ce n'est pas seulement une sorte de corps de doctrine, une législation, une légalité.

C'est une personne comme l'ont si bien écrit Michelet ou Charles de Gaulle. Une personne qui inspire des sentiments, qui appelle un supplément d'âme, qui pousse les meilleurs jusqu'à se sacrifier pour elle. Oui, il faut aimer la France. Pas parce que nous y serions obligés ou contraints, mais parce que cet attachement nous permet d'exister au monde et nous conduit ainsi à aimer et à respecter les autres.

Il faut ressentir au fond de nous-mêmes la fierté d'être Français. Il faut mesurer la chance que nous avons, le bonheur de vivre en France.

Et la France nous le rendra au centuple en nous donnant ce

que nous cherchons : la confiance !

Oui, nous aimons la France comme on aime sa mère, d'un amour naturel, inconditionnel, infini.

Oui, avec vous, j'aime la France comme la terre nourricière qui nous a tout donné : notre langue si riche, notre patrimoine, les cathédrales et les châteaux de la Loire mais aussi les Essais de Montaigne, les Pensées de Pascal, les Mémoires d'outre-tombe de Chateaubriand, les Misérables de Victor Hugo, les Mémoires d'Hadrien de Marguerite Yourcenar et tant d'autres chefs-d'œuvre qui aident à penser, à sentir et à vivre.

J'aime la France parce qu'elle met la culture, celle dont nous héritons et celle que nous créons, au cœur de notre projet collectif.

J'aime la France parce qu'elle est infiniment belle et j'en ai été une fois encore ébloui cet été en passant de l'immobilité sereine des contreforts des Pyrénées au tumulte des plages océanes et de la mer « toujours recommencée ».

J'aime la France quand elle aime l'avenir. Nous n'avons jamais eu peur des idées nouvelles : nous les avons inventées ! Nous n'avons jamais craint les révolutions : nous les avons faites ! Nous n'avons jamais tourné le dos aux nouveaux mondes : nous les avons découverts !

J'aime la France quand elle est grande et généreuse.

J'aime la France quand elle est fidèle à elle-même et à sa vocation universelle.

J'aime la France et les Français qui, aujourd'hui, je le sens, n'ont qu'un rêve : retrouver la fierté d'être Français et le bonheur de vivre en France.

Ce sera mon objectif.

Vive la France puissante !
Vive la France fière !
Vive la France heureuse !

Alain Juppé

ALAINJUPPE2017.FR